



3€

Le Poing

N° ISSN : 2430-4778

LE JOURNAL QUI TAPE JUSTE

N°38, NOVEMBRE 2023 - BIMESTRIEL

PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE DU BLÉ POUR MANGER !

PALESTINE : ENTRETIEN
AVEC ALAIN GRESH

IMMERSION DANS LES
GEÔLES DE MONTPELLIER

L'UPPERCUT

« ON ATTEND L'AVENIR, ON NE LE VOIT PAS »

« Je suis encore vivante et je vous aime », « Je suis encore vivante et merci pour vos messages », « I am alive » : chaque jour ou presque, Nabila Kilani, une Gazaouïe responsable d'une structure de soutien psychologique aux enfants, publie des messages tout aussi rassurants que terrifiants. Quand nous parvenons à lui parler, le 13 novembre 2023, elle s'excuse de tousser : « Ma gorge me fait trop mal tellement on respire du phosphore, surtout la nuit ». Une substance qui brûle jusqu'aux os et dont l'utilisation aveugle contre des civils atteste de crimes de guerre. On ose à peine lui demander comment ça va, une question banale devenue indécente. « Aujourd'hui, on a perdu trente cinq bébés parce qu'il n'y a plus de carburant. » Pas d'essence, pas d'électricité, pas d'hôpital : couveuses débranchées. « Ils viennent de raser un quartier. On n'arrive même pas à enterrer nos martyrs. »

Même Macron s'est indigné de « ces bébés, ces femmes, ces personnes âgées [qui] sont bombardées et tuées », sans « aucune justification » ni « légitimi-

té ». « Les soldats israéliens nous obligent à marcher devant leurs chars, ils se servent de nous comme de boucliers humains et nous écrasent » témoigne Nabila Kilani. « On attend l'avenir, on ne le voit pas. On souffre de tout. L'eau devient vraiment un problème. Que font les dirigeants qui prétendent être les protecteurs de la paix ? Nous, on résiste en existant. Ils n'arriveront jamais à effacer l'identité palestinienne. »

Celle qui soutient Boycott-Désinvestissement-Sanctions, un mouvement qui se bat contre l'apartheid de l'État israélien, lance un appel : « Il est temps de les arrêter. De plus en plus de gens découvrent la cruauté de l'occupation. On est fiers des peuples qui manifestent dans le monde entier pour demander un cessez-le-feu, mais malheureusement, il y a un grand écart avec ce que pensent les dirigeants. Pourquoi les gouvernements représentent aussi peu les peuples ? » Une question à laquelle nous seul-es, ici et maintenant, pouvons et devons répondre. Les images sont là, personne ne pourra dire qu'il n'était pas au courant. ●

Par Jules Panetier

Photos à la une de Mathieu le Coz / Hans Lucas



www.lepoing.net - lepoing@riseup.net
 Edité par LE POING ASSO
 5, rue Bonnie, 34000 Montpellier
 n° SIRET : 82785500800021
 N° ISSN : 2430-4778

N°38, paru en novembre 2023
 Imprimé par Rotimpres
 Carrer del Pla de l'Estany, sn,
 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne

Dépôt légal : novembre 2023

Bimestriel
 24 € l'abonnement annuel
 Prix de vente au numéro : 3 €

Directeur de publication : Jules Panetier

ABONNEMENT, SOUTIEN & ADHÉSION

☐ J'adhère à l'association
 Le Poing Asso pour 6 €

☐ Je m'abonne pour 6 numéros
 (1 an) pour 24 €

☐ J'adhère à l'association
 LE POING ASSO et je m'abonne
 pour 6€ (1 an) pour 28 €

☐ J'apporte au Poing
 un soutien de €

NOM :

Prénom :

Adresse complète :

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Mail :

L'abonnement prendra effet à compter du prochain numéro publié, à compter de la date de réception de votre règlement. Chèque à libeller à l'ordre de LE POING ASSO et à envoyer avec le coupon d'abonnement rempli à l'adresse : Le Barricade, 5 rue Bonnie, 34000 Montpellier. **Abonnement en ligne sur www.lepoing.net**



Photo de **Mathieu Le Coz / Hans Lucas** prise lors d'une manifestation de soutien au peuple palestinien, le 28 octobre à Montpellier

SOMMAIRE DU N°38

Onet : deux mois de grève (p.4) | L'écologie contre les pauvres (p.6) | DOSSIER - « *On a la dalle et rien dans l'bide* » (p.10) | Sécurité sociale de l'alimentation : faut-il en faire des caisses ? (p.12) | Comment concilier action sociale et action politique ? (p.14) | De la récup' alimentaire à Figuerolles pour tisser du lien social (p.16) | Agriculture Social Club (p.18) | La consom'action, une arnaque bienveillante (p.19) | Pour manger, ils font les chourmes (p.20) | Etika Mondo, un écolieu à jeter au compost (p.22) | « *Le combat à mener, c'est la lutte contre l'apartheid* » - Entretien avec Alain Gresh (p.24) | « *Montpellier, poste avancé du Tsaïal* » (p.27) | Géôles indignes à Montpellier (p.28) | France Travail, un plan global s'asservissement de la « ressource humaine » (p.30) | Intermittents en lutte (ou pas) (p.32) | OnlyFans, MYM : de l'émancipation à la dépression (p.34) | Hommes : « portez vos couilles » (p.36) | Coin lectures (p.40) | Un soulèvement planétaire pour la Palestine (p.42) | Le Poing sur les i (p.44) | Recettes (p.47) | Quizz et horoscopes (p.48)



Les grévistes d'Onet se sont déguisé·es en fantôme le 31 octobre pour dénoncer leur invisibilisation. À droite, Khadija Bouloudn, déléguée syndicale CGT-Onet, lors d'une manifestation intersyndicale pour la hausse des salaires, le 13 octobre à Montpellier (photos de Mathieu Le Coz / Hans Lucas)

« LA SOLIDARITÉ, C'EST CE QUI NOUS FAIT TENIR »

DEUX MOIS DE GRÈVE À ONET

La lutte des salarié·es d'Onet, l'entreprise qui gère le nettoyage du CHU de Montpellier, a créé un élan de solidarité dans toute la ville. Si ce soutien est le bienvenu, les grévistes restent confronté·es à la difficulté de voir des fiches de paie tomber à zéro

Par **Elian Barascud**

« Si on est un militant anticapitaliste, anti-raciste et anti-sexiste, c'est sur notre piquet de grève qu'il faut venir ! »

Philippe, militant CGT-CHU

Malgré deux mois sans salaire, les agent·es d'Onet, qui nettoient le CHU de Montpellier, restent déterminé·es. Depuis le 13 septembre, elles sont en grève pour demander une augmentation de salaire, une prime équivalente au treizième mois et l'arrêt de l'utilisation d'un logiciel de pointage jugé intrusif.

Très vite, un comité de soutien s'est monté à l'initiative des militant·es de Révolution Permanente. De nombreuses actions ont émergé pour abonder la caisse de grève : cagnotte en ligne, dons en manifestations, friperies, cantine populaire au Barricade, tombolas au Quartier Généreux ou au bar Le Madrediosa, etc. L'union locale de la CGT et la fédération propreté-nettoyage du syndicat ont aussi annoncé avoir mis la main à la pâte, comme La France Insoumise, qui a versé quelques centaines d'euros. Rachel Kéké, députée Insoumise et ancienne porte-parole de la grève de l'hôtel Ibis Batignolles, ainsi que François Ruffin, sont d'ailleurs venu·es sur le piquet de grève.

« C'est la solidarité qui nous fait tenir, ça nous donne le courage de continuer

la lutte » confiait Abdel, un des salarié·es d'Onet en grève. Un élan qui s'explique, selon Philippe, militant CGT-CHU, « parce que cette grève coche toutes les cases : on parle d'un personnel précaire, féminisé et racisé qui a subi de plein fouet la vague covid. On est au cœur de toutes les formes d'exploitation : si on est un militant anticapitaliste, antiraciste et antisexiste, c'est là qu'il faut être. Et ça se passe à l'hôpital public, l'un des plus gros viviers d'emplois à Montpellier ».

Mais les grévistes ne cachent pas leurs difficultés. « Il y a des mères seules, pour qui c'est dur rappelle Abdel. Onze mille euros récoltés en deux mois pour quarante grévistes, ça ne paye pas. » Pour le moment, la direction refuse toute négociation et chez les salarié·es d'Onet, personne ne veut lâcher. « Le mépris de l'entreprise nous pousse à continuer » assure Claire, une autre salariée.

Les grévistes espèrent une médiation via Michaël Delafosse, maire « socialiste » de Montpellier et président du comité de surveillance du CHU. Après tout, rien de tel qu'une serpillère pour faire le ménage dans une direction bien malhonnête. ●



L'ÉCOLOGIE CONTRE LES PAUVRES

RÉVOLUTION OU APOCALYPSE

L'écologie ne s'oppose pas fondamentalement aux classes populaires, mais les pratiques concrètes de la « transition écologique » sont clairement excluantes. Au mieux, elles ne concernent pas les pauvres, car elles sont trop chères et au pire, elles contribuent directement à la dégradation de leurs conditions de vie

Par G. M.

TOUCHE PAS À MA KANGOO

Le gouvernement avait mis le paquet sur les Zones à Faibles Emissions (ZFE) pour bannir les véhicules polluants des centres-villes, mais l'inflation a ravivé le spectre des gilets jaunes, et sa mise en œuvre a finalement été décalée. Depuis le 1^{er} janvier 2023, Montpellier est entrée dans la deuxième phase de la ZFE, qui se veut encore « pédagogique », c'est-à-dire sans verbalisation, et ça devrait être le cas jusqu'en août 2024, malgré un calendrier instable. Le maire PS de Montpellier, Michaël Delafosse, s'oppose à l'assouplissement des contraintes et plaide pour une application rapide du dispositif. La municipalité, aux mains du Parti socialiste et d'Europe-Écologie-les-Verts, dispose déjà d'une voiture capable de scanner 10 000 plaques d'immatriculation par jour pour distribuer automatiquement des amendes de stationnement, auxquelles il faudra désormais ajouter des pruneaux à 68 € pour les véhicules essence d'avant 1997 et les diesel d'avant 2001. Une voiture-scanner qui permet également d'exploiter des métadonnées pour une métropole totalement sous contrôle. La *smart city* écolo sent toujours plus le soufre. Dans son numéro 35, *Le Poing* donnait la parole à Guillaume Faburel, auteur du livre *Les métropoles barbares*, qui parlait d'un modèle provoquant « l'exclusion de groupes entiers de la population ». CQFD.

Le mode de vie « écologique » vendu par les autorités n'est pas accessible aux revenus serrés, surtout avec l'inflation. Difficile de se payer des légumes bios quand beaucoup sautent déjà des repas. Impossible de privilégier le vélo à la voiture quand on habite à trente kilomètres de son lieu de travail, après avoir été chassé du centre-ville des métropoles par les prix de l'immobilier. Même en ville, il est difficile d'avoir un vélo si l'on n'a pas d'espace pour le stocker et qu'on doit le laisser dehors, au risque de se le faire voler. Quant aux vélos électriques, le laisser dehors en métropole relève du don.

UN MODE DE VIE ÉCOLO RÉSERVÉ AUX BOURGEOIS

La voiture électrique suit la même logique : pour l'instant, elle ne s'adresse qu'aux riches. Son coût est prohibitif et c'est une galère de la recharger si l'on ne dispose pas d'un garage ou d'une place de parking privative, sans parler du fait que l'extraction du lithium exploite des enfants et pollue le sous-sol. Cette inégalité s'applique aussi aux mesures de rénovation énergétique. Les aides de l'État sont généreuses lorsqu'il s'agit d'installer des panneaux solaires,



Illustration de Rémi Mayné

isoler sa maison ou mettre en place des pompes à chaleur, mais encore faut-il être propriétaire et pouvoir payer les milliers d'euros de reste à charge. Aux bourgeois la mobilité électrique, les produits bios et les maisons écologiques mais pour les autres, ce sera de la bouffe industrielle bourrée de conservateurs et de pesticides, des bagnoles polluantes et des logements mal chauffés l'hiver et trop chauds l'été...

Certaines mesures écologiques attaquent directement les classes populaires. Sous couvert de financer la transition écologique, la taxe carbone de l'ancien premier ministre Édouard Philippe en 2018 pénalisait directement les utilisateurs du diesel, le carburant le plus économique. C'est cette mesure qui avait lancé les Gilets Jaunes, résumés par le ministre Benjamin Griveaux (qui s'illustrera par la suite par l'envoi de photos de son membre turgescent), comme « *la France qui clope et qui roule au diesel* ».

Les politiques de mobilité des grandes métropoles n'échappent pas à la règle. La piétonisation, la multiplication des pistes cyclables et la mise en place des ZFE (Zones à faibles émissions) bannissant les véhicules les plus polluants ne

« Aux bourgeois
les maisons écolos,
aux pauvres les logements
mal isolés »

sont pas mauvaises en soi, mais elles se font au prix de l'exclusion des habitant-es les plus pauvres. L'augmentation des loyers a forcé les pauvres des centres-villes à vivre en périphérie, rallongeant bien souvent leur temps de trajet pour aller au travail, et les voici désormais carrément exclus du centre, par impossibilité de s'acheter une voiture « propre ». Cerise sur le gâteau, la nouvelle offre de moyens de transports décarbonés s'arrête aux portes des métropoles, ne laissant que le choix de la voiture individuelle dans la ruralité, où le réseau ferroviaire a été liquidé. L'injonction à utiliser les transports en commun se heurte là encore à la destruction des services publics.

Dès lors, il ne faut pas s'étonner qu'en Europe et aux États-Unis, les mouvements pour le climat mobilisent peu les prolétaires : les marches climat ne sont bien souvent que des défilés policés où des membres des classes moyennes supérieures se rendent grâce à leurs mobilités électriques pour défiler bien sagement, avant de finir totalement ignorés par les gouvernements qui continuent allègrement de saccager le monde. Les changements de modes de consommation à l'œuvre dans les



Sur la photo de gauche, des saisonniers campent près de l'entrepôt Amazon de Montélimar pour y servir de force d'appoint à l'occasion des fêtes de fin d'année. Sur la photo de droite, on se démène pour réparer une voiture.
(photos de Rémi)

classes moyennes supérieures n'a qu'un impact très limité sur les émissions de CO₂, avec un record de 36,8 milliards de tonnes de CO₂ injectés dans l'atmosphère en 2022... En plus d'être anti-sociales, ces mesures de transition ne servent à rien, si ce n'est à stimuler un nouveau secteur économique et à donner bonne conscience à celles et ceux qui ont les moyens d'adopter ce mode de vie.

L'EXTRÊME-DROITE AU SECOURS DES ÉNERGIES FOSSILES

Faut-il en conclure que l'écologie se positionne structurellement contre les classes populaires ? Faut-il sortir les barbecues, faire griller des côtes de bœuf et faire rugir des pick-ups pour relâcher les fumées les plus noires possible comme certains *rednecks* américains (surnom donné aux blancs racistes de la campagne) ? C'est ce que semble prétendre l'extrême droite (et Fabien Roussel) qui, sous couvert de critique sociale des politiques écologistes, défend en réalité le capital fossile. Les industries du pétrole, du charbon et du gaz ne sont pas les amies des classes populaires. N'oublions pas que l'extrême droite associe sa critique de l'écologie anti-sociale à la négation du changement climatique, ou plutôt, maintenant qu'il est difficile de tenir cette position, à la négation de la responsabilité humaine sur le changement climatique. L'extrême droite roule pour le capital extractif de produits fossiles et non pour les classes populaires.

Quelques exemples : jusqu'en 2022, l'extrême droite européenne défendait bec et ongles la Russie de Poutine (en échange de subsides), un des plus gros producteurs mondiaux de pétrole (jusqu'à ce que la guerre en Ukraine rende ce soutien un peu embarrassant). De même, au Brésil, Bolsonaro roulait pour les grands propriétaires terriens qui ont amplifié le saccage de l'Amazonie. Aux États-Unis, Trump a directement nommé le PDG d'ExxonMobil (Rex Tillerson) ministre des Affaires étrangères.

La défense du mode de vie actuel, sponsorisé par le capital fossile, et exaltée sous un mode conservateur par l'extrême droite est une impasse pour les classes populaires, qui subissent de plein fouet les effets du réchauffement climatique. Lors des sécheresses et des ruptures d'approvisionnement d'eau (comme à Mayotte) ou d'électricité (comme en Californie), les riches utilisent des citernes et des groupes électrogènes, et tant pis pour les autres. Ce sont bien les classes populaires qui payent et payeront de plus en plus le prix et les impacts du réchauffement climatique, pendant que les ultras-riches pourront se prémunir de ses effets tout en conservant leur mode de vie, repeint en vert pour l'occasion.

LA PRODUCTION DÉTERMINE LA CONSOMMATION

Si la transition libérale basée sur les modes de consommation est une es-

croquerie sans nom, de même que la défense du capital fossile proposée par l'extrême droite, quelle serait la solution ? Tout d'abord, et peut-être l'élément le plus essentiel : la question écologique ne peut être déconnectée de la question sociale. Lutter contre le ravage du monde par le capitalisme sans prendre en compte les personnes concernées par l'exploitation capitaliste est une absurdité fumeuse. Pour aller plus loin, il ne suffit pas seulement de prendre en compte les exploités, ce qui pourrait être le mot d'ordre d'une gauche sociale-démocrate un peu paternaliste, mais prendre acte que la lutte contre le ravage du monde et contre l'exploitation capitaliste sont fondamentalement et intrinsèquement liées. Faire cesser l'exploitation va de pair avec sauver notre planète. Ce ne sont pas des objectifs séparables ou accomplissables de manière différée. Tous les produits liés à la transition écologique créent de nouveaux débouchés pour l'économie capitaliste et ont pour effet supplémentaire de calmer les opinions publiques en donnant l'illusion à celles et ceux qui achètent « éthique » qu'ils agissent pour le climat, permettant par ce tour de bonneteau d'augmenter allègrement les émissions de CO₂.

Les technologies permettant une chute drastique des émissions ne relèvent pas

« La décarbonation de la production n'est pas une question technique, mais politique »

de l'utopie, elles existent ou ne sont plus très loin d'être fonctionnelles, que ce soit pour produire de l'électricité décarbonée, des moyens de transports électriques ou à l'hydrogène (jusqu'à l'aérien et au maritime décarboné) ou du ciment ne reposant plus sur du carburant fossile. La question de la décarbonation de la production mondiale n'est pas une question technique, mais politique. Les pouvoirs publics entretiennent l'illusion que le consommateur aurait un pouvoir d'action. Ainsi, celui ou celle qui s'achèterait une voiture électrique contribuerait à façonner le secteur du transport. En réalité, les industriels et les gouvernants définissent des productions, qui seront inévitablement consommées ou jetées. Le fait est que ceux qui détiennent les moyens de production sont opposés à une décarbonation d'ampleur et se moquent des « consom'acteurs ». Toutes les initiatives de transition sont pour le capital l'occasion d'offrir des hochets politiques à une écologie bourgeoise tout en se remplissant les poches avec un « mode de vie écologique ». Le bla-bla sur les accords de Paris, la transition écologique et les modes de consommation ne sont que des écrans de fumée du capital qui est prêt à tout pour faire circuler ses marchandises et garantir ses taux de profit, quitte à tout détruire. ●





« ON A LA DALLE ET RIEN DANS L'BIDE »

Chaque jour dans le monde, 25 000 personnes, dont plus de 10 000 enfants, meurent de la faim et des causes associées, selon les Nations Unies. Le coupable est bien identifié : le capitalisme. « *Un enfant qui meurt de faim meurt assassiné* » dénonçait dès 2006 Jean Ziegler, rapporteur à l'ONU sur le droit à l'alimentation.

Avec 20 % d'augmentation des produits alimentaires sur les deux dernières années en France, les difficultés pour s'alimenter ne sont plus réservées aux plus pauvres, mais touchent désormais des pans entiers de la population. Dans l'un des pays les plus riches du monde, la France, une personne sur trois n'est pas toujours en capacité de se procurer une alimentation saine en quantité suffisante pour manger trois repas par jour, et 43 % de la population indique n'avoir pas assez d'argent pour manger des légumes chaque jour, une tendance en nette augmentation selon le Secours populaire. La Métropole de Montpellier prétend avoir trouvé la solution avec sa caisse pour

l'alimentation, mais elle ne s'attaque pourtant pas à la régulation des prix. Toutes les études le disent : plus on est pauvre, plus la part de la consommation réservée à l'alimentation est importante dans le budget total d'un foyer.

Pour éviter la charité, stigmatisante, et en attendant qu'une Révolution remette tout d'équerre, des initiatives existent ou sont possibles : des cantines populaires à prix libre, des caisses de solidarité dans lesquelles chacun-e verse en fonction de ses moyens, des greniers solidaires dont le principe consiste à acheter des denrées non périssables en gros pour faire baisser les prix, des déambulations dans les supermarchés pour les obliger à donner des produits voire, pour les plus audacieuses et audacieux, des refus collectifs de payer les caddies à la caisse. ●

« *Et laisse parler la rage, moi et mes potes, on veut graver ça dans la roche. On a la dalle et rien dans l'bide !* » (Sniper, *Gravé dans la roche*)



Le Syndicat de combat universitaire de Montpellier (SCUM) organise régulièrement des distributions de denrées alimentaires sur le campus, rassemblant à chaque fois plusieurs centaines d'étudiant·e·s (photo de Mathieu Le Coz / Hans Lucas)

SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION À MONTPELLIER

FAUT-IL EN FAIRE DES CAISSES ?

Lancée en janvier dernier par la Ville et la Métropole de Montpellier, la Sécurité sociale de l'alimentation vise à lutter contre la précarité alimentaire. Une expérimentation concernant quatre cent personnes, tirées au sort, qui cotisent selon leurs moyens pour recevoir cent euros par mois en monnaie virtuelle à dépenser dans un magasin conventionné. L'assemblée générale du dispositif a provoqué de vifs débats

Par **Eliau Barascud**



TICKETS-RESTOS : LA FIN DES COURSES, PAS TOUT DE SUITE

Autre moyen pour les salarié-es de manger, les tickets-restos. Au cœur de la crise inflationniste, le gouvernement avait étendu le champ des produits que l'on pouvait acheter avec ces titres à tous les produits alimentaires de base, via la loi du 16 août 2022 sur la protection du pouvoir d'achat. L'article 6 du texte de loi prévoit en effet que, du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023, « les titres-restaurants peuvent être utilisés pour acquitter la totalité ou une partie du prix de tout produit alimentaire, qu'il soit ou non directement consommable » (viandes, féculents, produits surgelés à cuire, etc.) À partir du 1^{er} janvier 2024, l'État voulait revenir sur ce principe et autoriser à l'achat via des tickets-restos uniquement les produits directement consommables : sandwiches et pâtes toutes faites, salades, fruits, bocaux, soupes instantanées... Mais Olivia Grégoire, ministre des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, a rétro-pédalé le 14 novembre au soir. « Rien ne changera pour les français en 2024 », a-t-elle déclaré. L'achat de toute denrée alimentaire via ces titres restera donc en vigueur l'an prochain. À surveiller de près.

“ L'objectif, c'est de se battre à la fois pour les petits producteurs et pour les consommateurs, pour que tout le monde ait accès à une alimentation de qualité, achetée à des agriculteurs locaux », expliquait l'un des gestionnaires de la caisse alimentaire de Montpellier, lors de l'assemblée générale du dispositif, le 30 septembre dernier au square Sophie-Desmaret. L'idée est née après le premier confinement : cinq organisations (Vrac, le réseau Cocagne, l'Union des épiceries solidaires, le Secours catholique et le réseau Civism) se sont réunies pour « favoriser un accès digne à une alimentation de qualité pour toutes et tous, et créer avec les organisations agricoles et de l'économie sociale et solidaire de nouveaux dispositifs économiques pour des filières solidaires et durables ».

DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL

Financée par la Ville et par la Métropole à hauteur de 240 000 euros, sur un budget total de 400 000 euros, également alimentée par des fondations et les cotisations, la caisse alimentaire, inspirée du modèle de la Sécurité sociale, permet aux personnes



Des ateliers de cuisine participative étaient mis en place lors de l'assemblée générale de la sécurité sociale de l'alimentation le 30 septembre dernier (photo d'Elia Barascud).

tirées au sort de verser au pot commun pour recevoir chaque mois cent euros en Mona. Une monnaie virtuelle rattachée à la Graine qui permet d'aller faire ses courses chez des petits producteurs ou des commerces conventionnés par le dispositif, comme Biocoop ou la coopérative la Cagette. L'expérimentation, scrutée de près par des chercheurs et des chercheuses en vue de son potentiel élargissement, touche actuellement 400 personnes, socialement représentatives de la population. Dans ce panel d'individus, seulement la moitié sont en situation de précarité alimentaire. La caisse est pilotée par un « comité citoyen » de 61 expérimentateurs, qui se réunit chaque mois pour prendre des décisions, au consensus ou au vote.

CHANGER LES HABITUDES

Présente lors de l'assemblée, Samira (prénom modifié), mère de huit enfants habitant dans le quartier de la Paillade, racontait son vécu en tant qu'expérimentatrice de la caisse alimentaire : « Quand on est une famille nombreuse, cent Mona par mois, c'est peu. Mais cela m'a permis de

« La Sécurité sociale régule le prix des médicaments, pourquoi ne pas faire de même avec cette caisse ? »

changer mes habitudes alimentaires, et d'aller dans des endroits où je n'aurais jamais pu aller avant, comme la Cagette. » Un autre témoignage, d'une femme au RSA, complétait celui de Samira : « Avant, je ne mangeais que des boîtes de conserve, maintenant je peux manger du bio, cela m'offre plus de choix. Et puis ce dispositif permet de retrouver sa dignité, je n'ai pas à aller faire la queue au Secours populaire ou autre. » C'est l'intervention de Samuel, agriculteur à Grabels qui se paye au montant du RSA, qui viendra porter la première critique. « Avant, il y avait une régulation des prix des produits agricoles, mais le libéralisme a détruit ça. Créer une caisse de la sorte sans imposer des prix plancher aux vendeurs, cela va juste mutualiser les profits pour des groupes comme Biocoop. » Ce à quoi Grégory Akermann, sociologue, a répondu sèchement : « Ce n'est pas un projet du grand capital. Si l'expérimentation est étendue au niveau national, on aura environ 120 milliards d'euros de cotisations et de subventions, donc on aura le rapport de force pour discuter avec Carrefour ou Lactalis pour la régulation des prix. De plus, le conventionnement de petits producteurs pour les intégrer dans le dispositif permet indirectement de réguler les prix, car on ne conventionnera pas une grande surface qui fait une grosse marge sur les produits. »

PAS DE RÉGULATION DES PRIX

Une autre critique est venue de Diane, une militante du syndicat Solidaires : « Cette expérimentation dit se baser sur la Sécurité sociale, mais celle-ci régule les prix des médicaments. Pourquoi ne pas faire de même avec cette caisse ? Et la Sécurité sociale est financée par des cotisations sociales, pas par des subventions de l'État ou des collectivités. Ce modèle est voué à l'échec si ça reste sous perfusion des subventions, surtout si on entend nationaliser cette caisse. La mairie et la Métropole sont de gros employeurs, les collectivités seraient-elles prêtes à cotiser en tant qu'employeur à cette caisse plutôt que de la subventionner ? » Marie Massart, adjointe à la mairie référente sur les questions alimentaires, directement visée par la question, a botté en touche : « Pour l'instant, ce n'est qu'une expérimentation. Et il y a de nombreux freins juridiques et financiers... » Dans le public, un militant anarchiste cogitait à voix haute : « Avant la nationalisation de la sécu, il y avait plein de caisses de solidarité auto-organisées par les travailleurs. Pourquoi ne pas recréer la notre en autogestion pour ne pas dépendre de celle de la mairie ? » La réflexion demeure ouverte. ●

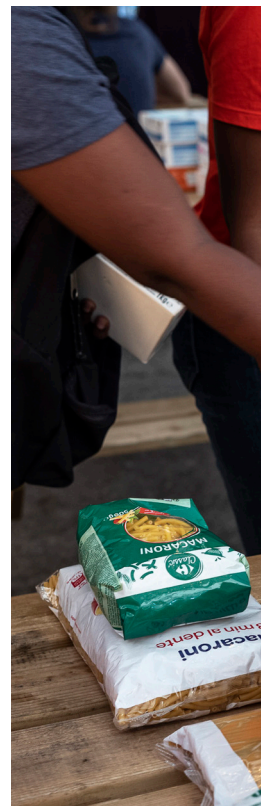
CONCILIER ACTION POLITIQUE ET ACTION SOCIALE : PAS SI SIMPLE

SOLIDARITÉ VERSUS (HARITÉ

Quand on est une organisation anticapitaliste ou un syndicat et qu'on veut agir concrètement contre la précarité alimentaire, comment ne pas devenir une succursale du Secours populaire avec des drapeaux rouges et noirs ? C'est la question que *Le Poing* a posé au Syndicat de Combat Universitaire de Montpellier, et à l'AESAE, une association créée par des membres de l'Union Communiste Libertaire de Montpellier. La réponse est loin d'être évidente

Par **Eliau Barascud**

Des militant·es du Scum assurent les distributions alimentaires auprès d'étudiants.
(photo de **Mathieu Le Coz** / **Hans Lucas**)



Devant le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) de Boutonnet, à Montpellier, une file d'attente s'étend sur des dizaines de mètres. Trois cents étudiant·es, venu·es avec des grands sacs, arrivent à l'entrée d'une tente où des bénévoles prennent leurs coordonnées et remplissent des tableaux Excel. Puis, réparties sur plusieurs tables, des denrées alimentaires non-périssables les attendent, avec d'autres bénévoles qui veillent à la bonne distribution de la nourriture. Nous ne sommes pas à une distribution alimentaire du Secours populaire, mais du Scum, le Syndicat de combat universitaire de Montpellier ; en témoignent les drapeaux qui trônent dans un coin. Ce syndicat étudiant se revendiquant de l'anarchisme est très actif sur la faculté Paul-Valéry, notamment contre la sélection à l'université et la précarité étudiante.

Quelle différence, alors, entre ces distributions et celles d'une association humanitaire ? « *On a la main sur tout, et on fait plus que le Secours populaire, parfois on a aussi des vêtements* », explique Fabien Bon, fondateur du Scum. « *Après tout, le rôle d'un syndicat, c'est la solidarité concrète. Et normalement, dans ce genre d'endroit, il faut prouver qu'on est pauvre, mais là, tous les étudiants peuvent venir.* » Et uniquement les étudiant·es.



Lors des distributions alimentaires organisées par le Scum, les produits distribués viennent d'un fonds d'aide européen (photo de **Mathieu Le Coz / Hans Lucas**).

« SYSTÈME DE MENDICITÉ ? »

La nourriture redistribuée vient du fonds européen d'aide aux plus démunis. « Au lieu d'alimenter les salaires, les États européens filent de la thune à ce fonds », décrit Fabien avec une pointe de sarcasme. « Nous sommes en partenariat avec le Crous, qui garantit une traçabilité des produits. » Le même Crous, dont la mission est d'améliorer les conditions de vie et d'études (bourse, logement, restauration...), envoie des étudiant-es vers ces distributions, selon Fabien Bon. Une situation qui a changé, « car à la base, le Crous ne nous voulait pas devant ses locaux. Pour l'institution, c'est un aveu d'échec de sa mission. Ici, on montre la précarité que le gouvernement veut cacher. » Une action politique, donc. « C'est un fort moyen de politisation, on recroise certains étudiants qui viennent ici en manifestation, d'autres deviennent bénévoles. La précarité alimentaire est un fort levier de mobilisation, donc pour nous, la lutte politique et la solidarité concrète sont complémentaires. »

Félix, universitaire du Cercle des Jeunes Révolutionnaires, explique : « les restos U devraient renforcer leur mission historique de permettre aux étudiants de se nourrir. Or, le gouvernement souhaite privatiser les CROUS et liquider le système des bourses étudiantes.

« Les gens sont restés avec l'image que c'est à nous, les blancs de gauche, d'organiser et de cadrer les gens qui sont en difficulté »

Quand Macron accorde, l'an dernier, une rallonge de dix millions pour les distributions alimentaires caritatives (hors Crous), c'est pour ériger en système la mendicité à laquelle les étudiants sont contraints. Les dirigeants syndicaux étudiants feraient mieux d'organiser une campagne de défense des Crous et exiger que ceux-ci obtiennent les crédits nécessaires pour nourrir les étudiants. »

ASYMÉTRIE DES RELATIONS

De son côté, l'AESAE (Association pour l'égalité solidaire, l'autogestion et l'entraide), créée à la sortie des confinements par des militant-es de l'Union Communiste Libertaire de Montpellier, organise diverses actions de lutte contre la précarité alimentaire depuis la librairie La Mauvaise Réputation. « Pour nous, la solidarité fonctionne avec la notion d'autogestion », expliquait au Poing une des fondatrices de l'association en décembre 2020. « On recense les besoins des bénéficiaires et on trouve des solutions avec eux. C'est une démarche de solidarité de classe, où on aimerait que les gens s'investissent et prennent les choses en main. » Collecte d'invendus, distribution de nourriture, cantines et friperies ont rythmé le quotidien de l'association pendant quelques temps. Puis est venu l'essoufflement militant, et donc la baisse de régularité des actions.

L'idée d'auto-organisation, quant à elle, a du mal à faire son chemin : « On a toujours voulu que les personnes bénéficiaires des dons soient associées aux récupérations et à l'organisation des distributions, mais on n'a jamais vraiment aboli cette relation asymétrique entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent », constate Isa. « C'est biaisé, on n'est pas à égalité entre ceux qui viennent chercher à manger et ceux qui n'en ont pas besoin. Les gens sont restés avec l'image que c'est à nous, les blancs de gauche, d'organiser et de cadrer les gens qui sont confrontés à des difficultés. »

Selon Isa, seules les cantines mensuelles de l'association, organisées au parc du Peyrou, permettent de casser ce rapport hiérarchique : « On est tous ensemble, tout le monde propose des recettes. » L'AESAE a donc décidé de recentrer son action sur des temps informels de discussions, d'échanges et de convivialités, le samedi de 11 à 13 heures à la librairie La Mauvaise réputation, et de garder son système de cantines mensuelles, ainsi que des friperies. « Peut-être que ça serait plus simple si on était implanté dans la vie d'un quartier », conclut-elle, en guise de piste de réflexion. ●

DE LA RÉCUP' ALIMENTAIRE POUR TISSER DU LIEN SOCIAL

L'AJAP DE FIGUEROLLES

Depuis 2019, l'Ajap, l'Association pour des jardins agroécologiques partagés, réunit une bande de potes précaires autour de la question de l'alimentation, autant pour aider les autres que pour subvenir à leurs propres besoins. Deux fois par semaine, ils récupèrent les invendus des petits commerces, les redistribuent gratuitement et cultivent des légumes avec les riverain-es dans un square du quartier populaire montpelliérain de Figuerolles

Par **Eliau Barascud**

L'Ajap organise des récup' (photo de **Mathieu Le Coz**)

Le caddie est devenu le symbole de l'association et son moyen d'être identifiée par les commerçant-es. En plus de son côté pratique, les membres de l'Ajap y voient un détournement d'un symbole de la société de consommation. (photo de **Mathieu Le Coz / Hans Lucas**)



Assise sur un banc du square du père Bonnet, Marcelle, retraitée, patiente entre des parcelles cultivées par l'Association pour des jardins agroécologiques et des gens du quartier. « J'attends. Je n'ai pas mangé depuis deux jours. Le rendez-vous est fluctuant. Parfois c'est 16 heures, parfois 16 h 30. Mais attendre donne de l'espoir, celui de voir arriver le pain et les légumes. C'est comme avec l'amour ! », plaisante-t-elle. À côté, d'autres habitués rigolent à sa blague. Ils sont une cinquantaine à connaître ce rendez-vous. Aux alentours de 16 h 20, deux jeunes débarquent avec des caddies remplis de légumes, de fruits et de pain, récupérés chez les petits commerçants du quartier, et les posent sur des planches en bois. Aussitôt, les gens approchent pour se servir, et discutent. « Les haricots blancs, je les fais en sauce tomate », explique une dame à une autre, en lui détaillant sa recette. Voilà trois ans que l'association réalise ces distributions d'invendus dans le quartier de Figuerolles. « Le but de l'asso, à la base, c'était de faire des jardins partagés en ville et de redistribuer les légumes à des sans-abris.



érations alimentaires deux fois par semaine auprès des petits commerçants du quartier Figuerolles.
/ Hans Lucas)

Mais dans les jardins municipaux, on manquait d'espace pour nourrir les gens », décrit Anaëlle, une membre de l'association. « Un an après, on a trouvé des caddies, et on a commencé à faire de la récupération alimentaire, autant pour nous nourrir nous, qui sommes précaires, que pour redistribuer gratuitement. La Carmagnole (local associatif et militant du quartier, ndlr) nous prête son lieu pour tout stocker. Les commerçants du quartier sont ravis, car ça leur fait mal de jeter. Pour les grandes surfaces franchisées, c'est plus compliqué, car il faudrait prendre tous les invendus d'un coup, et en caddie c'est compliqué. Et la récup' les aide à défiscaliser, on ne veut pas rentrer là-dedans. » L'Ajap cultive également un jardin partagé à Agropolis et organise des freeperies (dons de vêtements gratuits).

ENTRAIDE ENTRE PAUVRES

Des caddies, l'Ajap en a plusieurs, customisés par les bénévoles et bénéficiaires de l'association. « C'est devenu notre marque de fabrique, explique Anaëlle. Quand les gens du quartier nous voient passer, ils savent qui on est. Et puis c'est marrant de détourner le

« Énormément de gens font de la récup' dans leur coin à Montpellier, l'idée serait de se fédérer. »

symbole de la société de consommation en un truc d'auto-organisation. »

Loin de l'action sociale verticale avec file d'attente, bases de données et travailleurs sociaux, l'Ajap cultive une certaine porosité entre adhérent-es et bénéficiaires : les premiers comme les seconds se nourrissent de leur récup', qu'ils réalisent parfois ensemble. « Ici, tout le monde peut venir, et l'inflation ramène des gens. C'est compliqué, quand tu as faim, d'aller voir seule un commerçant pour lui demander ses invendus, tu peux avoir honte ou peur. La structure associative permet de dépasser ça. C'est de l'entraide entre précaires », résume Anaëlle. « Énormément de gens font de la récup' dans leur coin à Montpellier, l'idée serait de se fédérer. » Elle reste consciente des limites de cette action : « Avant, on déposait en ville des caddies qui fonctionnaient comme des armoires à dons, mais la police municipale nous a dit de les enlever. On demande aussi à la Ville un local pour pouvoir cuisiner, mais pour l'instant, on n'en a toujours pas. »

CANTINES POPULAIRES

Au-delà de la récupération, l'Ajap organise aussi des cantines à prix libre (incluant la gratuité) certains dimanches au square du père Bonnet. « On a rencontré pas mal de gens de la rue qui avaient bossé en restauration et qui nous ont filé des coups de main. Cela crée du lien social. »

L'association inscrit également son action dans les luttes sociales, par le biais de cantines lors d'événements militants (assemblées du collectif Montpellier contre la vie chère, week-end de mobilisation contre le chantier routier du LIEN...), en apportant de la nourriture dans des squats ou des sandwiches pour les manifs du premier mai. Mais l'auto-organisation n'est pas toujours facile à mettre en pratique, comme l'explique Anaëlle. « Au début, on s'est retrouvé dépassés. Les gens se battaient pour récupérer à manger et n'attendaient même pas qu'on sorte les aliments des caddies. On a dû s'asseoir en cercle pour discuter et que chacun-e dise ce dont il avait besoin. » Dans ce quartier disposant d'un point permanent de vente de drogue, les anecdotes ne manquent pas à l'Ajap. « Quand on a commencé à cultiver les parcelles du square avec les gens, ça nous arrivait d'y trouver des seringues. Il a pu arriver qu'il y ait aussi des embrouilles liées à ça. Mais j'aurai tendance à dire que plus on est là, plus c'est calme. Au moins, quand certains usagers ne consomment pas, ils sont avec nous à jardiner ou à cuisiner. » ●

AGRICULTURE SOCIAL CLUB

VERS UN
PARTAGE
ETHIQUE DU
TRAVAIL ET
DES RECOLTES



Sur la photo, la mascotte de l'Agriculture Social Club, réalisés par des adhérent-es de l'association.
(photo de l'Agriculture Social Club)

Propos recueillis par **Jules Panetier**

« La plupart de mes potes agriculteurs sont au RSA »

Apprendre le maraîchage biologique et se nourrir des fruits de son travail à l'aide d'un agriculteur professionnel, c'est le pari de Samy, qui a lancé en 2022 l'Agriculture Social Club sur la Commune de Grabels

Samy s'est lancé dans l'agriculture parce qu'il y voyait « une manière décente de gagner de l'argent ». Après une formation rémunérée par Pôle emploi, il suit un brevet dans un lycée agricole. « C'est mieux que les arnaques CPF des formations biodynamiques des charlatans 2.0 ! » ironise-t-il. Il répond à un appel d'offres de la mairie de Grabels et obtient des terres en 2018. « Grâce à la Révolution française, les prix sont fixes. Je paye 300 € par an pour un demi-hectare. Grosse dédicace aux Sans-culottes des champs ! » Il dépense 5 000 € pour du matériel et lance son auto-entreprise dans le maraîchage bio, « parce que c'est subventionné » et qu'il n'a « pas envie de choper le cancer ». Niveau argent, pas d'illusion. « La production agricole est maintenue à bas prix pour réduire le coût de la reproduction de la force de travail. » Il estime que les petits exploitants agricoles de la Région gagnent entre 2 et 5 € de l'heure. « Une bonne partie des agriculteurs à leur compte que je connais sont au RSA », le cumul avec les revenus de l'exploitation étant possible. « Le romantisme qui voudrait nous libérer du rapport marchand par le travail agricole est mis à rude épreuve quand avec une heure travaillée à McDo, on peut acheter plus de légumes bio qu'en faisant un potager ».

En 2022, il lance l'Agriculture social club pour « kiffer des relations sociales d'entraide autour d'activités simples, mais qui font du bien : cultiver des légumes, en donner une partie, les déguster ou encore organiser des repas partagés. » Concrètement, ceux qui ont passé une précommande (à 40 €, soit l'équivalent monétaire d'1 % de la production) reçoivent, en plus de leur achat, 10 % de la production divisée par le nombre de personnes qui ont précommandé, les tarifs de base étant déjà très abordables. Par ailleurs, 10 % de la production est réservée à des associations qui luttent contre la précarité alimentaire. Et toutes celles et ceux qui veulent apprendre à travailler la terre aux côtés de Samy sont les bienvenues, sans pression. Un modèle décidé collectivement, quatre assemblées réunissant jusqu'à une quarantaine de personnes s'étant tenues.

« Je crois au partage éthique du travail et des récoltes, en accord avec de nombreuses traditions culturelles prônant la solidarité envers autrui » affirme Samy. La différence avec un jardin partagé résidant dans la technicité du travail et l'échelle de production, plus importante. « Si vous êtes prêts à contribuer aux retraites des autres sans en bénéficier vous-même, lancez-vous dans l'agriculture ! » ●

LA CONSOM'ACTION, UNE ARNAQUE BIENVEILLANTE

UN MOYEN PEU CONTRAIGNANT D'IMAGINER LE CHANGEMENT

Par Jules Panetier

« Il n'y a pas de consommation éthique sous le capitalisme »

La « consom'action », c'est l'idée que le consommateur, ou plutôt le « consom'acteur », peut changer le monde, ou du moins influencer le système alimentaire, en achetant d'une manière éthique. Balivernes

« Nous sommes des milliers à nous comporter comme des héros par des gestes simples et quotidiens qui, au final, changeront la donne. » Ce slogan publicitaire de Biocoop, dont l'ancien directeur a rejoint Système U, résume la consom'action : pour changer le monde, il suffirait d'y mettre un peu du sien chaque jour, en achetant d'une manière éthique dans des magasins responsables. « C'est un moyen peu coûteux et peu contraignant d'imaginer le changement » dénonce Nicolas Bricas, socio-économiste de l'alimentation à Montpellier au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement. « On évolue dans un paysage qui contraint notre offre : la taille des portions conditionne les quantités qu'on consomme, et on n'est pas au courant de la façon dont sont produits les aliments », rappelle-t-il. Par ailleurs, quand on travaille 35 heures par semaine et qu'il faut dégager du temps pour reproduire sa force de travail (se nourrir, se laver, décompenser...), le choix rationnel est de s'arrêter au supermarché sur le chemin de retour au travail et d'y sélectionner rapidement des produits sur des étagères conçus pour attirer notre attention, notamment via des promotions, plutôt que de faire le tour des petits commerçants.

« Voter avec son porte-monnaie, c'est donner plus de pouvoir aux riches », tranche Nicolas Bricas. « Quand on a peu de marges de manœuvre, on est soumis à des injonction de changer nos comportements mais on n'en a pas les moyens. Et du coup, se développe une culpabilité. » Prétendre que la production est déterminée par la consommation permet aux industriels de se présenter comme les simples exécutants des désirs des consommateurs, qui seraient alors les vrais responsables, par leur refus de changer leur comportement, de la malbouffe, de l'exploitation des agriculteurs et des agricultrices, des dégâts écologiques, etc. Une manière idéale de diviser la population, avec ce fameux discours sur « les gens qui bouffent de la merde », étant entendu que « les gens », c'est bien sûr toujours les autres. « Le gros de la marge de manoeuvre est plutôt dans les conditions mêmes de la production » affirme Nicolas Bricas. La consom'action est une piteuse manière de concevoir la politique. Fini les symboles révolutionnaires à la Che Guevara, place au héros du dimanche qui change le monde en poussant son caddie et en comparant l'empreinte carbone de ses produits via une application bidon... Qu'on se le répète : il n'y a pas de consommation éthique sous le capitalisme. ●

POUR MANGER, ILS FONT LES CHOURSES

« JE NE SAIS PLUS FAIRE LES COURSES SANS VOLER »

Paul et Marie sont étudiant-es. N'ayant pas le temps de travailler en plus de leurs études, ils sont contraints, surtout face à l'inflation, de voler dans les grandes surfaces pour s'en sortir. Pour Damien, le vol est carrément devenu un art de vivre et une action politique quotidienne

Par **Eliau Barascud** et **Jules Panetier**



UNE LOI AU SERVICE DES VIGILES

« Puisque l'économie s'insère dans tous les pans de nos existences, la gratuité reste inévitablement un geste politique. La pratique du vol est un élément de la caisse à outil, comme la clé à molette qui pète les serrures, comme la fougue qui habite les tripes. C'est en volant dans les magasins que ce gamin espiègle désacralise le produit et l'argent tout à la fois : il ne vaut plus rien. Et le gosse sait rester simple, il vole dans les magasins parce qu'il y a trop de magasins. »

Cette prose nous vient de la brochure, « petit manuel de vol à l'étalage », de plusieurs dizaines de pages qui, en plus de donner des techniques, parle des droits des vigiles. Rappelons qu'avec la loi Sécurité globale, le gouvernement œuvre à « développer le rôle des acteurs non-régaliens, en appui de l'action des forces de sécurité » et à « accompagner la montée en puissance des polices municipales et des sociétés de sécurité privée » (source : Livre blanc de la Sécurité intérieure de 2019). Sans votre consentement, un vigile peut déjà faire une inspection visuelle des sacs (sans y mettre la main) et, sous réserve d'une fragrance, qui peut se justifier par la vidéosurveillance, vous empêcher de partir, à condition qu'il appelle immédiatement la police. En revanche, un vigile n'a pas le droit de contrôler votre identité ni de fouiller vos vêtements.

Selon le syndicat étudiant l'Unef, 56 % des étudiant-es ne mangent pas à leur faim. Si certain-es font la queue dans des files d'attentes pour recevoir une aide alimentaire, d'autres ont opté pour une solution plus radicale.

Paul (tous les prénoms sont modifiés), 24 ans, étudiant en pharmacie, explique : « Je choisis les heures de pointe, je m'habille très bien, et j'utilise un sac à double-fond. J'arrive à la caisse automatique et je ne scanne qu'un article, le reste est caché ». Il s'est déjà fait prendre. « J'ai payé, concède-t-il simplement. Par peur que ça aille plus loin. » Marie, 25 ans, étudiante en sociologie, ne s'est quant à elle jamais faite attraper. « J'ai conscience d'être une privilégiée, je suis une meuf blanche, donc moins soupçonnable... »

UN GESTE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

S'ils volent depuis des années, ils assurent le faire plus depuis l'inflation. « Avant, je volais 20 % de mes courses,



Pour nos interlocuteurs et interlocutrices, voler dans les magasins est à la fois un moyen de se nourrir et une action politique (photo d'illustration de Rémi)

maintenant c'est plus autour de 60 % », confie Marie. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, les vols dans les supermarchés et les petits commerces ont augmenté de 14 % en 2022. Des antivols ont fait d'ailleurs leur apparition sur la viande et le poisson.

Au delà de la nécessité, ils voient cela comme un geste politique, comme l'explique Paul : « Oui, c'est de la survie. Mais d'un autre côté, ça ne me dérange pas de voler les capitalistes qui se font du fric sur notre dos. C'est une forme de résistance individuelle, je ne serai pas contre des actions de réquisitions collectives, mais je ne peux pas attendre qu'elles se mettent en place. »

Même son de cloche chez Marie. « Je considère que ce que je vole devrait être accessible à tout le monde. J'en ai marre de manger des pâtes tous les jours, alors je prends dans les enseignes bio pour bien manger. Quand je sors du magasin, j'ai un sentiment de vengeance qui me fait plaisir. »

« Les magasins nous dépouillent tous les jours, c'est normal qu'on les dépouille un peu en retour »

DES PETITES VICTOIRES CONCRÈTES ET IMMÉDIATES

De son côté, Damien a fait du vol un art de vivre. « J'ai commencé à voler en CE1 avec une copine. Au début je faisais des cauchemars tellement je me disais que c'était mal, mais c'est vite passé... Je ne sais plus faire les courses sans voler. Si je repars d'un magasin sans rien, c'est l'échec. » Il estime voler au grand minimum l'équivalent de trente euros par semaine, soit l'équivalent d'un treizième mois par an.

Il revendique tout. « Bien sûr que je kiffe. On se fait dépouiller tous les jours par les magasins, alors c'est normal qu'on les dépouille en retour. » Et quitte à voler, autant se faire plaisir. « Je prends du fromage à la découpe, des bonnes pièces de viande, tout ce qui est cher et bon d'une manière générale. » Sa technique ? Voler souvent, mais peu. « La règle implicite chez pas mal de supermarchés, c'est qu'en-dessous de cent euros de vol, tu payes et tu échappes aux flics. Mais on vient de me dire que ce seuil aurait été abaissé à quarante euros ! » À quand la CGT-Voleurs ?

Il s'est déjà fait attraper mais n'a pas l'air traumatisé. « Une fois, un vigile m'a chopé avec un chargeur, alors je l'ai payé. Mais je suis bien reparti avec un kilo de fois gras par contre... » C'est un professionnel, qui se tient informé des nouvelles techniques grâce à une brochure bien connue de ses pairs (lire la brève) et régulièrement actualisée. « Les vigiles sont là pour faire monter la pression, mais toi, tu ne dois pas rentrer dans leur jeu. Quand je rentre dans un magasin, je repère tout de suite les caméras, les rondes des vigiles et j'évalue si je peux appliquer mon protocole ». Une règle implicite fait cependant consensus chez tous nos interlocuteurs et interlocutrices : ne pas voler les petits commerçants.

TROIS ANS DE PRISON ET 45 000 € D'AMENDE

Par obligation légale, *Le Poing* n'a d'autre choix que d'écrire que voler les enseignes de multinationales qui exploitent leurs salarié-es et profitent des guerres pour faire monter les prix, c'est vraiment très mal. D'ailleurs, un vol simple est puni de 45 000 € d'amende et de trois ans de prison (article 311-3 du Code pénal). ●

DANS LES CÉVENNES...

ETIKA MONDO, UN ÉCOLIEU À JETER AU COMPOST

Au Vigan, l'écolieu Etika Mondo de Boris Aubligine est un cas d'école de ces mouvements écolos dépolitisés, teintés d'une spiritualité douteuse et cultivant la personnalité de leurs chef. Bienvenue dans ce monde merveilleux où pour construire le jour d'après, il faut sortir son porte-monnaie

Par **Elia Barascud**



Des bénévoles des Chantiers Écologiques Massifs de 2022 qui ont payé pour se retrouver les pieds dans l'eau à creuser un trou (extrait d'une vidéo d'Hervé Jonas publiée sur Vimeo)

Etika Mondo, c'est un domaine acquis sur le hameau de Gaujac, au Vigan (Sud-Cévennes), à la fin des années 2010 par Boris Aubligine, auto-proclamé « architecte sculpteur du monde éthique », et sa femme Emilie, la « mère nourricière ». Le projet ? S'engager avec « une forme d'abnégation » face à l'urgence écologique, « comme d'autres ont choisi l'armée, les pompiers ou la médecine ». Et pas un mot sur les businessmen ?

CHEZ BORIS, C'EST SOIRÉE NATURE

Concrètement, Etika Mondo propose des stages « immersion nature » de cinq jours, compris entre 330 et 570 €, auxquels il faut rajouter 70 € pour la nourriture, entre 15 et 35 € pour la tente, entre 6 et 15 € pour le matelas et 20 € pour le duvet. Etika Mondo prend le soin d'en-

voyer aux participant-es une « liste avec le matériel nécessaire » à emmener et précise qu'il est « obligatoire de participer aux tâches ménagères » pour « repenser notre mode d'organisation social et culturel entre serveurs et bénéficiaires ». La belle affaire !

La « formation » s'étend du lundi après-midi au samedi matin et inclut trois heures d'installation, treize heures de balade, trois heures de veillée et près de trois heures de déambulation au marché du Vigan. Les parties chantiers, théories et coaching étant condensées sur 22 heures. Les périodes dédiées aux repas, goûters et temps calmes sont conséquentes, celle du mardi s'étendant de 16 à 22 heures. Pas sûr qu'avec un tel programme, vous maîtriserez « les principes de l'écologie », les

« défis que peuvent relever les humains » et les « dynamiques de groupe tout étant plus clair avec vous-même ». Mais en tout cas, vous aurez entretenu le potager et rénové l'écolieu de Boris...

Etika Mondo propose aussi une semaine de formation à destination des entreprises sur « l'écologie appliquée » avec un « scénario post-effondrement », notamment pour les « managers d'entreprises ou d'institutions qui veulent se challenger et vivre une expérience immersive, concrète et bousculante ». Le « prix de l'immersion » pour une entreprise de plus de 5 000 salariées : 14 700 € hors taxe pour sept personnes.

EN QUÊTE DU NOUVEL HUMAIN

Boris « voit grand » selon le site d'Etika



Mondo. « C'est tout un univers qu'il perçoit [...] Il conçoit des espaces, pense territoire, nation et même civilisation ! Homme d'action déterminé, porté par une vision, son but est de [...] contribuer à l'avènement de l'Humain nouveau. » Cette humilité a conduit Boris à lancer en 2020 les Chantiers Écologiques Massifs (CEM), « assez de blabla, de manifestations et de contestations » plaide-t-il sur son site. Le principe des CEM : assurer la « sécurité alimentaire nationale » en mobilisant des dizaines de bénévoles pour aider un agriculteur en difficulté pendant une semaine. L'association revendique 40 000 € de subvention de la Région Occitanie et 25 000 € de Montpellier Hérault Rugby. Le bénévole, quant à lui, doit s'acquitter d'une cinquantaine d'euros pour la semaine, pendant laquelle il dort dans une

tente. Avoir une stratégie pour l'alimentation ou subventionner la charité via une association qui a un rapport flou avec l'agriculture, les pouvoirs publics ont fait leur choix.

ALEXANDRE, UN FLIC RÉSILIENT

L'édition des CEM 2023 s'est conclue par une conférence d'Alexandre Boisson, « *ex garde du corps présidentiel* » (sous Sarkozy et Chirac) et de sa compagne Marjolaine Gaudard, « *facilitatrice graphique* », à propos de... la sécurité alimentaire. Tentative de résumé : la nature c'est la réalité, le système alimentaire mondial est fragile, et la guerre en Syrie c'était parce que les gens avaient faim, mais l'asiminier est un fruit très pratique et la coalition

de la bonne manière des mots tels que « production », « logistique », ou « conservation ». « *Et pourquoi pas en étoile ?* » propose une participante. Bon sang, mais c'est bien sûr !

Alexandre Boisson finira par délivrer son vrai message : les CEMeurs doivent mettre la pression sur les Communes pour qu'elles intègrent la résilience alimentaire dans leur Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et leur Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). Et ça tombe bien, il a justement fondé la société Géorésilience, qui propose les offres « accélérateur » et « clé-en-main » pour... aider les mairies à produire leurs PCS et DICRIM. Les

« Ce n'est pas une remise en cause du capitalisme, mais une autre façon d'en profiter »

des BRICS va s'agrandir, mais prenons garde aux biais cognitifs des un-es et des autres. Attention, point sur la géopolitique, un sujet « *très important* » : Marjolaine brandit une pancarte « *géopolitique* ». Voilà, c'était le point géopolitique. Le public – qui vient des quatre coins de la France, avec beaucoup de jeunes diplômés – est alors invité à vêtir un gilet floqué d'un moyen de transport (avion, cargo...), tandis que d'autres lèvent des pancartes représentant un légume (patate, carotte...) pour s'efforcer de comprendre l'acheminement des produits, et voilà que Boris se met à mimer un moyen de transport en tournant autour d'un légume imaginaire. Maintenant, fermez les yeux, imaginez votre commune idéale. Séquence émotion. On vous passe les quizz interactifs aux réponses floues finalement tranchées à l'aide d'une recherche sur Internet. Clou du spectacle, nos cher-es CEMeurs se retrouvent à gesticuler au milieu de la salle pour essayer de trouver la forme qui représente le mieux le circuit court, en se donnant la main les un-es les autres pour relier

bénévoles ne seraient-ils pas les bonnes poires des projets pas si désintéressés de Boris Aubligine et d'Alexandre Boisson ?

À la fin de la conférence, une prise de parole dénonce l'imposture et des tracts volent dans la salle. « *La sécurité alimentaire n'est pas une affaire d'ancien flic. Etika Mondo est un mélange de communauté et d'entreprise ultra-libérale. La résilience est un concept psychologique utilisé des politiques et des entrepreneurs qui souhaitent que nos pratiques s'adapte au système. Ce n'est pas une remise en cause du capitalisme, c'est une autre façon d'en profiter. Nous, habitants de ce territoire, souhaitons une autogestion de notre alimentation, autonomes dans la construction et la transmission de savoir-faire, sans experts, de la sécurité ou autres, ni capitalistes déguisés en écolo, ni professionnels de la communication. Ces experts se targuant de diffuser des savoirs et une philosophie post-écolo ne sont que les acteurs d'un business bien juteux qui surfe sur l'urgence écologique.* » Fin de la blague. ●

ENTRETIEN

AVEC ALAIN GRESH

« Le combat à mener, c'est la lutte contre l'apartheid »

Avec des centaines de morts israéliens dont une majorité de civils, l'attaque du 7 octobre du Hamas, « mouvement de résistance islamique », a cruellement remis sur le devant de la scène la question palestinienne que les chefs d'État du monde entier, y compris du Moyen-Orient, pensaient avoir mis sous le tapis. Le gouvernement d'extrême-droite israélien a tué plus de onze mille Palestiniens en un mois, dont près de cinq mille enfants, si bien que les Nations-Unies parlent de Gaza comme d'un « cimetière pour enfants ». Pour saisir ce fracas, *Le Poing* s'est entretenu avec Alain Gresh, directeur de publication du site *Orient XXI* et militant de longue date de la cause palestinienne.

Questions de **Jules Panetier**
Propos recueillis par **Elia Barascud**



En 2016, vous expliquiez au Poing qu'« être pour ou contre le terrorisme ne veut rien dire », en notant qu'il n'y a aucun lien, par exemple, entre Daech, les brigades rouges et des identitaires d'extrême-droite.

ALAIN GRESH : C'est encore plus vrai aujourd'hui. Ce terme est confus. Aucune organisation ne fait de l'attaque de civils son projet politique en soi. On peut parler d'actions terroristes pour qualifier les attaques sur des civils, mais je préfère parler de « crimes de guerre » ou de « crimes contre l'Humanité », qui reposent sur des définitions juridiques tangibles. Le 7 octobre, le Hamas a tué près de trois cent soldats israéliens, mais a aussi commis des crimes de guerre en tuant des civils. Si l'on parle d'une action terroriste pour qualifier cette attaque, alors il faut faire de même pour qualifier les bombardements d'Israël sur les populations civiles palestiniennes. Seuls l'Union européenne et les États-Unis considèrent le Hamas comme terroriste. Si le Hamas est terroriste, alors Israël est

un État terroriste.

(Note de la rédaction : sur la question du terrorisme, Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International, rappelait aussi au micro de Franceinfo le 10 novembre que « le terrorisme n'existe pas en droit international » et que « des milliers de défenseurs des Droits humains sont emprisonnés à l'heure actuelle un peu partout parce que ce sont soi-disant des "terroristes" ». D'ailleurs, un certain Gérard Darmanin parlait d'« écoterroristes » pour justifier la répression de militants écologistes.

Comment échapper à la prophétie du choc des civilisations ?

Emmanuel Macron a lancé l'idée d'une coalition internationale contre le Hamas, similaire à celle visant Daech en son temps. Ce serait la guerre de l'Occident contre une autre civilisation. Ça rappelle la « guerre contre le terrorisme » lancée par les États-Unis en Irak après le 11 septembre 2001. Et la

passivité de la « communauté internationale » a une grande résonance dans le monde arabe. Les gens sont choqués du discours médiatique, notamment en France, ce qui peut faire penser à une logique de civilisation. Mais quoi que l'on pense, la base de ce conflit n'est pas civilisationnelle ou religieuse, mais coloniale.

Réfléchir en terme de classes sociales est-il pertinent pour ce conflit ? Le socialisme et la gauche sont-ils des mots qui existent encore dans la région ?

Oui, ce sont des mots qui existent, mais dans ce conflit, dans la tête des gens, la question nationale et coloniale prime sur la question de classe sociale, comme ça s'est déjà vu au cours de l'histoire dans les mouvements de libération nationale.

Comment l'attaque du Hamas a-t-elle été perçue dans le monde arabe ?



Des manifestations pour le cessez-le-feu, l'arrêt des bombardements, la levée du blocus à Gaza se tiennent chaque samedi à Montpellier depuis le 21 octobre (photo de **Mathieu Le Coz / Hans Lucas**, prise lors du rassemblement du 28 octobre)

Il y a un soutien unanime à la résistance, et pour le monde arabe, le Hamas fait partie de la résistance palestinienne. Beaucoup considèrent qu'il n'y a pas de civils en Israël car ce sont tous des colons, ou que les morts de civils dans l'attaque du 7 octobre ne sont que des dégâts collatéraux. Il n'y a pas d'empathie, des deux côtés, ce qui pose des problèmes pour la paix dans les années à venir. Mais on ne peut pas enfermer une population de 2,2 millions d'habitants, les bombarder régulièrement, et attendre d'eux qu'ils aient une réaction « civilisée », comme on dit chez nous. Si on reste dans cette situation, oui, il y aura d'autres violences, ça produit inévitablement de la radicalisation. Un ami communiste israélien m'a dit un jour : « nous n'avons pas voulu négocier avec le Fatah, nous avons eu le Hamas. Si nous ne voulons pas négocier avec le Hamas, nous aurons Al-Qaïda ».

(Note de la rédaction : le Fatah, fondé par Yasser Arafat et aujourd'hui présidé



Alain Gresh a été rédacteur en chef du journal non-aligné *Le Monde diplomatique* de 1995 à 2005 (Le Poing)

« Nous n'avons pas voulu négocier avec le Fatah, nous avons eu le Hamas. Si nous ne voulons pas négocier avec le Hamas, nous aurons Al-Qaïda »

par Mahmoud Abbas, est un parti politique nationaliste palestinien, souvent présenté comme « laïc ». Il a mené la lutte armée contre Israël, avant de négocier avec les États-Unis pour signer les accords d'Oslo en 1993 qui prétendaient résoudre le conflit, notamment en créant l'Autorité palestinienne. L'échec de ces accords a contribué à marginaliser le Fatah, qui a perdu les élections législatives palestiniennes de 2006 puis a été chassé de la bande de Gaza lors de conflits armés interpalestiniens. Aujourd'hui, Gaza est administrée par le Hamas mais Mahmoud Abbas gouverne toujours officiellement les territoires palestiniens, notamment en Cisjordanie, mais il est impopulaire, largement perçu comme un traître corrompu par les Palestiniens et n'est pas perçu comme un acteur international d'envergure).

Quels sont les liens entre ce conflit et l'islamophobie et l'antisémitisme en France ?

Une des clés de compréhension de l'attitude du gouvernement français dans sa position de soutien à Israël, c'est son rapport à l'Islam et à l'islamophobie. La position du gouvernement français se rapproche de la droite et de l'extrême-droite. On le voit d'ailleurs avec la marche contre l'antisémitisme du 12 novembre lancée par la présidente de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, avec la participation du Rassemblement national, un parti fondé par un ancien SS. C'est dangereux. Oui, l'antisémitisme et l'islamophobie montent. Dans le contexte actuel, quand on sépare la lutte contre l'antisémitisme de la lutte contre l'islamophobie, on accentue l'islamophobie. Séparer les luttes contre les différentes formes de racisme, en définitive, c'est faire monter le racisme.

L'attaque du Hamas n'avait-elle pas pour objectif de rappeler au monde qu'il n'est pas possible de mettre la question palestinienne de côté ?

Si le but du Hamas, avec l'attaque du 7 octobre, était de remettre la question palestinienne au cœur du débat, c'est très réussi, car même le président des États-Unis Joe Biden s'est remis à parler d'une solution à deux États quand la guerre serait terminée. Mais quand les Palestiniens demandent un cessez-le-feu, ça ne marche pas, donc on ne voit

pas bien la suite... Il ne faut pas oublier qu'il y a autant d'Israéliens que de Palestiniens qui vivent sur ces terres. Les Palestiniens ne partent pas et l'Égypte ne veut pas les accueillir, alors hormis un nettoyage ethnique, pour l'instant, on ne voit pas de « solution ». La Palestine est divisée alors qu'en face, on a un gouvernement fasciste et raciste. Le combat à mener à court terme, c'est avant tout que tout le monde, Israéliens comme Palestiniens, aient les mêmes droits sur le territoire, donc c'est la lutte contre l'apartheid..

De nouveaux pans de la population israélienne semblent acquis à la « solution » militaire. Vous croyez à une contestation depuis Israël ?

C'est sûr que le choc du 7 octobre a créé un désir de revanche et d'unité nationale. Heureusement, il y a des voix dissidentes. L'armée israélienne ne peut pas détruire le Hamas car il représente 40 % de la population palestinienne (*note de la rédaction : en 2006, le Hamas a remporté les élections législatives avec 42 % des voix, lors d'un scrutin jugé sincère par les instances internationales*). On n'arrive pas à voir le terme de leur ambition, ils vont rester à Gaza et s'enfoncer dans une guérilla ? Je ne pense pas que l'armée israélienne puisse réoccuper Gaza. Les tirs de roquettes palestiniennes sur Gaza ont commencé en 2000, alors que la zone était sous contrôle israélien. Il y a de nombreux Palestiniens en Israël, qui ont la nationalité israélienne et qui ont donc un rôle à jouer car ils siègent au Parlement israélien et peuvent apporter une autre voix. On a vu émerger des actions de solidarité, notamment dans la ville de Haïfa, où Palestiniens et Israéliens ont mené ensemble un meeting contre la guerre.

En 2015, quand *Le Poing* vous demandait votre position sur le Hamas, vous répondiez : « Les organisations que se donnent les Palestiniens, nous n'avons pas à les condamner, ce n'est pas notre affaire. Le Hamas ne me réjouit pas, mais le Fatah non plus. L'ONU reconnaît le droit pour un peuple sous pression d'utiliser la violence, donc je ne condamnerai jamais la violence utilisée par les Palestiniens. La violence est un moyen, la seule question qui se pose est celle de son efficacité. »

Diriez-vous toujours la même chose et est-ce que vous pensez qu'un tel propos est entendable aujourd'hui dans les médias ?

Non, le propos n'est plus entendable aujourd'hui dans les médias. Je dis que je déplore la mort des civils, comme je l'aurais fait quand le Front de Libération National (FLN) algérien posait des bombes dans des cafés, mais sans condamner le FLN. La résistance contre l'apartheid en Afrique du Sud était considérée comme terroriste. On peut penser que ceux qui luttent contre un occupant utilisent la violence car ils sont le mal incarné, mais ils utilisent la violence car ils sont faibles

et qu'ils n'ont pas les moyens technologiques et militaires de leurs ennemis. Il faut traiter le problème politique qui est à l'origine de ces violences, c'est-à-dire lutter contre l'apartheid. ●

Un homme a été placé en garde à vue pour apologie du terrorisme après s'être rendu au commissariat de Montpellier, les autorités lui reprochant d'avoir pris la parole, à la fin de la manifestation du 4 novembre à Montpellier, pour parler de « l'acte héroïque du 7 octobre », qu'il qualifie de « réponse proportionnée », en référence à l'attaque du Hamas. L'accusé assumerait le fonds de son propos et dénoncerait le fait qu'ils n'aient été que partiellement reproduits dans la presse. Il passera en procès le 8 février 2024. (Photo de **Mathieu Le Coz / Hans Lucas** prise lors de la manifestation du 28 octobre à Montpellier)





Une manifestante aux mains pleines de faux sang portant un masque de Michaël Delafosse, maire PS de Montpellier, lors de la marche de soutien à la Palestine, le 11 novembre 2023 à Montpellier, qui a réuni plusieurs milliers de personnes. (capture d'écran d'une vidéo publiée par BDS 34)

« MONTPELLIER, POSTE AVANCÉ DU TSAHAL »

LA GAUCHE PS SOUTIENT L'APARTHEID

Par Jules Panetier

Cette déclaration d'amour pour le Tsahal (l'armée israélienne) provient de Georges Frêche, maire de Montpellier de 1977 à 2010 et baron éminent bien que turbulent du Parti socialiste. La gauche locale et l'actuel édile Michaël Delafosse ont fièrement repris le flambeau de la défense inconditionnelle de l'apartheid et de l'État d'Israël

« Tant que je serai maire de Montpellier, je serai du côté d'Israël »

Michaël Delafosse

Parmi les cinq statues que Georges Frêche a fait édifier en 2010, figure celle de Golda Meir, une militante sioniste devenue Première ministre d'Israël dans les années 1970. Elle affirmait en 1969 que « les Palestiniens n'ont jamais existé », avant d'en déduire : « Comment pourrions-nous rendre les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les rendre ».

Georges Frêche est un socialiste visionnaire. Il flirtait avec l'extrême-droite avant même le naufrage des années Valls. Il cultivait le soutien des anciens partisans de l'Algérie française, dont un militant lui assura le service d'ordre pour les municipales de 1976.

Depuis 1977, les élu-es locaux célèbrent chaque année, à l'initiative du Centre culturel juif de Montpellier, la « Journée de Jérusalem, capitale une et indivisible du peuple juif ». Une revendication alignée sur les intégristes israéliens et contraire au droit international, reprise par un certain Donald Trump en 2017.

En 1983, Georges Frêche fait jumeler la ville de Montpellier avec celle de Tibériade, en Israël, « dont les casernes contribuent à la colonisation du plateau du Golan, territoire syrien occupé par Israël depuis 1967 » précisent les militant-es lo-

caux de BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions). Montpellier est aussi jumelée avec la ville palestinienne de Bethléem, en Cisjordanie.

Les successeurs de Georges Frêche, Hélène Mandroux et Philippe Saurel, sont restés dans la droite ligne de leur mentor, ce dernier allant jusqu'à dresser systématiquement des procès-verbaux aux militant-es de BDS pour faire cesser la tenue régulière de leur stand sur la place de la Comédie, avant que la justice ne le tempère.

L'actuel édile Michaël Delafosse prétendait quant à lui en juin 2023 qu'il est « mensonger de parler d'apartheid israélien », alors même que la loi israélienne ne confère pas les mêmes droits aux arabes qu'aux juifs, soit la définition exacte de l'apartheid. « Tant que je serai maire, je serai aux côtés de Tibériade et d'Israël » jurait-il.

Hussein Bourgui, sénateur PS de l'Hérault, énervé que la justice ait levé les interdictions préfectorales de manifester en soutien au peuple palestinien, a récemment averti le tribunal administratif de Montpellier qu'il « ne saurait continuer à ignorer le contexte dans lequel se déroulent ces manifestations », scandaleuses à son goût.

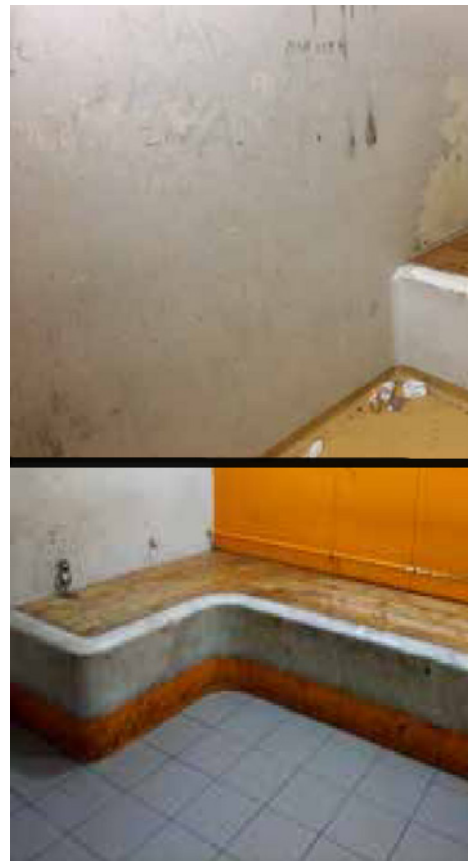
Peut-être parce qu'on y scande « Israël assassin, Delafosse complice ? » ●

GEÔLES INDIGNES À MONTPELLIER

BAT-FLANC EN BÉTON AUX ARÊTES ARRONDIES

Le 6 octobre dernier, le Conseil constitutionnel a jugé qu'« en cas d'atteinte à la dignité d'une personne résultant des conditions de sa garde à vue, le magistrat compétent doit immédiatement prendre toute mesure afin de mettre fin à cette atteinte ou, si aucune mesure ne le permet, ordonner sa remise en liberté ». Dans les faits, cela reviendrait à libérer tous les gardé·es à vue de France, à commencer par celles et ceux de Montpellier, qui continuent de croupir dans des geôles miteuses. Immersion dans le sous-sol du commissariat central de Montpellier, sur la base d'un rapport du contrôleur général des lieux de privation de liberté

Par Jules Panetier



LA DIGNITÉ LE TRENTE-SIX DU MOIS

Lorsqu'une personne n'est pas libérée à l'issue de la garde à vue mais qu'elle est déferée devant un·e procureur·e ou un·e juge, elle se retrouve souvent dans les geôles du tribunal judiciaire de Montpellier. Elles n'ont rien à envier à celles des gardes à vue, si l'on en croit un rapport de 2020 (différent du rapport évoqué dans l'article) du contrôleur général des lieux de privation de liberté. On parle de « deux cellules collectives, chacune d'une surface de 24,5 m² » et de « cinq cellules individuelles [...] d'une surface de 5,5 m² chacune ». Le rapport note qu'il « arriverait que [...] deux ou trois personnes soient placées simultanément dans la même cellule individuelle », soit jusqu'à... moins de 2 m² par personne. « Aucune cellule ne comporte d'interphone, de point d'eau, de WC. Les escortes n'ont pas caché qu'ils étaient souvent sollicités par des cris ou des coups de pied pour donner l'heure ou conduire les captifs aux toilettes. » « La préoccupation du respect de la dignité des personnes privées de liberté a été prise en compte dans l'organisation architecturale » promet le rapporteur, mais manque de pot, cette préoccupation « n'est pas toujours mise en œuvre au quotidien ». Il est vrai qu'après tout, nous ne parlons que d'un droit qui n'est « pas seulement fondamental en soi », mais qui « constitue la base même des droits fondamentaux », selon le préambule de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le rapport de 2021 du contrôleur général des lieux de privation de liberté sur les geôles de l'Hôtel de police de Montpellier n'a jamais été épluché par aucun média. Parler d'impunité policière et judiciaire n'est donc pas une opinion, mais un fait. On apprend de ce rapport qu'entre 2019 et 2020, « le taux de personnes placées en garde à vue par rapport aux personnes mises en cause est passé de 44 à 61 % ». Une tendance sans doute toujours d'actualité, étant donné l'inflation sécuritaire législative et l'affectation de nouveaux policiers à Montpellier. « Aucune note de service [...] relative au processus judiciaire de privation de liberté [...] n'a été présentée aux contrôleurs. Les policiers rencontrés n'en connaissent d'ailleurs aucune. » Les flics avouent donc eux-mêmes n'être concrètement régis par aucun cadre.

PAS D'EAU

Le commissariat central de Montpellier est pourvu au sous-sol de douze cellules de garde à vue et de cinq cellules de dégrisement. La description d'une geôle, d'une surface de 6,38 m², se cantonne à la pré-



En haut à gauche, une geôle de garde à vue ; en haut au milieu, le parking d'arrivée ; en bas à gauche, le banc d'attente ; en bas au milieu, les toilettes ; à droite, le couloir en U des geôles (photos du rapport de visite de l'Hôtel de police de Montpellier de mars 2021)

sence d'un « bat-flanc en béton aux arêtes arrondies », qui fait office de lit (souvent sans matelas), le tout étant éclairé par un néon. La température est « très froide l'hiver » et « trop chaude l'été ».

Il n'y a pas de point d'eau dans les geôles. « Lorsqu'un gardé à vue souhaite boire, il lui est remis un gobelet en plastique mais il n'y en avait plus au moment du contrôle, 100 gobelets étant livrés le vendredi matin. » Tant pis pour celles et ceux qui ont soif. On apprend dans le rapport qu'il existe une pièce avec des douches, mais elles « n'ont jamais été utilisées », « les policiers indiquaient ne pas connaître, au moment du contrôle, les modalités d'ouverture de ces douches ». Il y a un WC, dans le couloir, accessible au bon vouloir du geôlier, mais « de nombreux témoignages ont indiqué que les toilettes sont très régulièrement voire en permanence bouchées. » Enfin, « il n'y a aucun kit d'hygiène [...] et les policiers indiquent n'en avoir jamais vu depuis des années. Un seul sachet, ancien, est rangé dans un tiroir du poste et non connu de la plupart des fonctionnaires ».

« Les douches n'ont jamais été utilisées. Les policiers indiquaient ne pas connaître, au moment du contrôle, les modalités d'ouverture de ces douches »

DES DROITS INOPÉRANTS

Le rapport précise que le droit au silence n'est presque jamais utilisé, « toute la pratique de l'interrogatoire vis[ant] au contraire à ce que la personne s'exprime en instaurant un dialogue principalement pendant l'audition mais également sur les temps associés, comme par exemple lorsque la personne est accompagnée pour aller fumer ». En résumé, le gardé à vue a tout intérêt à se taire, tout le temps.

« Le droit de prévenir un proche est systématiquement notifié mais rarement celui de communiquer » note le rapport. C'est peu connu, mais le gardé à vue a le droit de communiquer directement avec un proche pendant trente minutes (article 63-2 du Code de procédure pénale). À Montpellier, « lorsque la communication est demandée, elle est établie sur un poste téléphonique fixe, dans le bureau de l'officier de police judiciaire », qui ne manquera pas de tout écouter. Le droit, pour un mineur (un gardé à vue sur cinq en 2020), d'être accompagné par un parent lors de l'audition, « n'est pas notifié ». Il n'y a par ailleurs « aucun affichage relatif au droit à l'effacement des données personnelles ».

Quant à la pièce d'entretien avec l'avocat, « les portes et cloisons sont minces et ne garantissent pas totalement la confidentialité. On peut s'interroger sur la faisabilité des entretiens associant un interprète, portant donc l'entretien à trois personnes dans moins de 4 m² ».

FOUTAGE DE GUEULE

Le garde des Sceaux Éric Dupont-Moretti a répondu au contrôleur général des lieux de privation de liberté en septembre 2021 et justifie l'absence de notification des droits par « des impératifs de sécurité ». À propos du constat du « retrait des objets nécessaires à la dignité des personnes, en particulier du soutien-gorge », qui est « systématique », il précise que « la mise à disposition de ces objets est [...] limitée au temps des auditions ».

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a quant à lui attendu février 2022 pour répondre, se contentant de promettre que des notes et des affichages verront le jour pour améliorer la situation. Il affirme cependant que « les WC des gardés à vue sont volontairement et régulièrement bouchés par certaines des personnes retenues ».

Scoop : rien n'a changé depuis les recommandations du Conseil constitutionnel. ●

FRANCE TRAVAIL

Un plan global d'asservissement de la « ressource humaine »

L'Assemblée nationale a adopté le 14 novembre la loi plein-emploi, dont l'objectif est de ramener le taux de chômage à 5 % d'ici 2027. Concrètement, quinze heures d'activités seront imposées aux allocataires du RSA. Pôle emploi sera renommé France Travail et intégré dans un « réseau pour l'emploi » aux côtés des missions locales et des Cap emploi. Témoignage d'une professionnelle énervée du secteur de l'insertion professionnelle qui n'a failli jamais écrire cet article pour cause... de burn out !

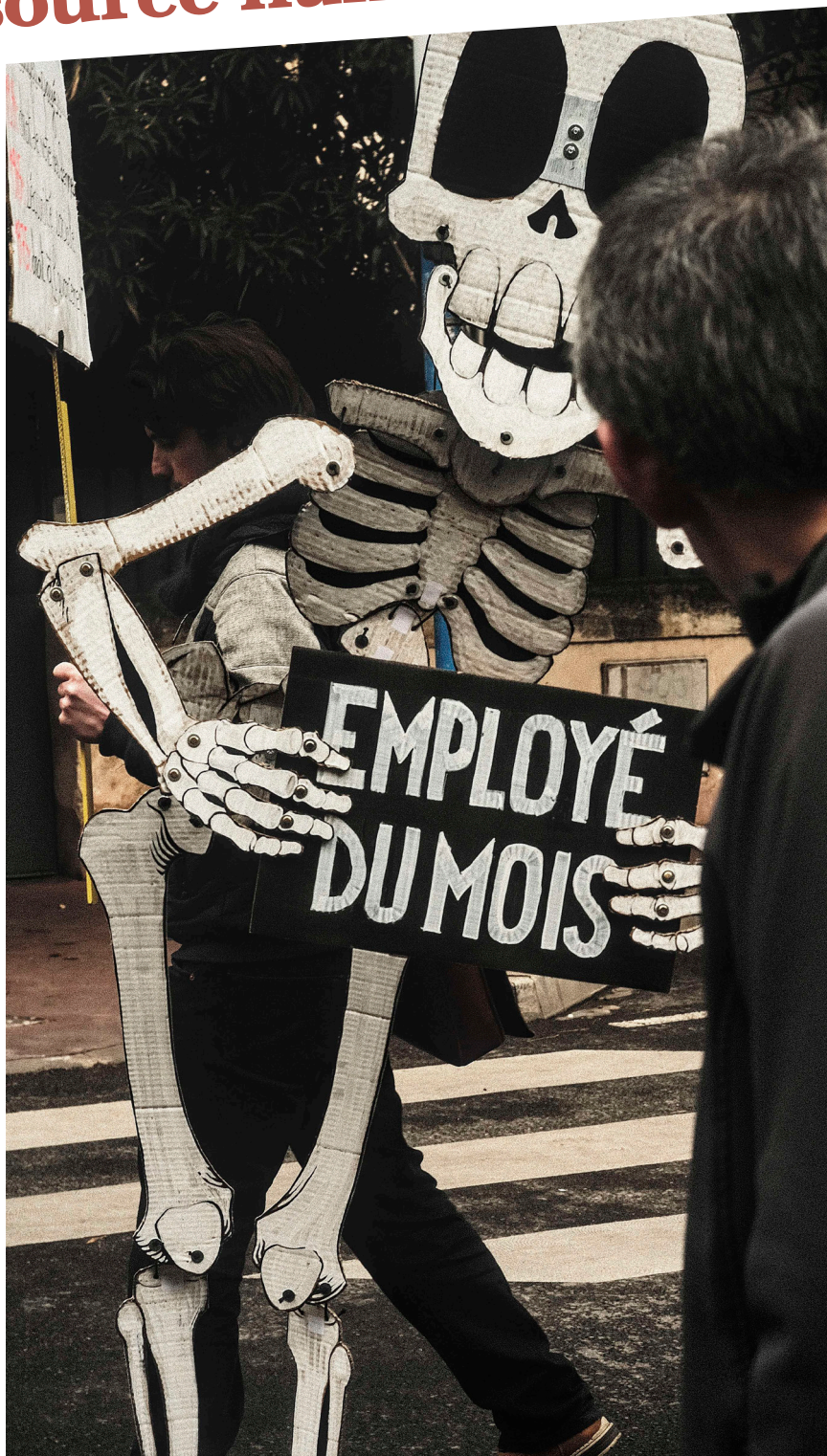
Par une **travailleuse de l'insertion énervée**

(photo de **Mathieu Le Coz / Hans Lucas**, prise le 7 février à Montpellier lors d'une manifestation contre la réforme des retraites)

Le plan vient de loin, et il est, reconnaissons-le, redoutablement efficace et parfaitement cohérent ! Le point de départ de cette histoire se situe dans les années 1970 avec l'apparition d'un chômage de masse, alors équivalent... à 5 % de la population active. C'est dans ce contexte qu'apparaissent les premières mesures d'accompagnement des chômeurs et des chômeuses, le champ de l'insertion sociale et professionnelle et de l'insertion par l'activité économique. C'est depuis ma lucarne, celle d'une vieille conseillère en insertion, que seront passées en revue les principales abominations que porte cette loi plein emploi.

ROULEAU COMPRESSEUR ANTISOCIAL

Ainsi donc, depuis la fin des années 1970, sous couvert de lutte acharnée



pour la réduction du chômage à ce seuil des 5 % considéré comme socialement acceptable, les gouvernements successifs n'ont cessé de produire des discours et de déployer des politiques publiques de l'emploi qui ont d'abord eu pour effet de déréguler le marché du travail, au motif d'une nécessaire adaptation à la concurrence et au phénomène de mondialisation de l'économie.

Dans la droite ligne de ce plan ont été adoptés les lois El Khomri et des réformes en rafales de l'assurance-chômage. Macron s'attaque aujourd'hui frontalement aux derniers droits protecteurs des chômeurs et des chômeuses, des pauvres et des précaires, faisant peser *in fine* toujours plus de menaces sur les travailleurs et les travailleuses et l'emploi salarié.

France Travail est le dernier avatar du concept de guichet unique numérique, qualifié de « *cauchemar technocratique et libéral* » par la CGT. Ce nouvel opérateur doit se substituer à Pôle Emploi dès janvier 2024.

Passage obligé de toute personne, jeune, allocataire du RSA ou travailleur et travailleuse handicapée, en recherche d'emploi ou de formation, la mission de France Travail consistera d'abord à mettre en œuvre, via la signature d'un « contrat d'engagement », un nouveau régime d'obligations, notamment celle de l'inscription pour toutes et tous au dispositif. Assortis de sanctions en cas de non-respect dudit contrat, allant de la suspension des indemnisations ou du RSA jusqu'à la radiation. Ce nouveau contrat vise à inciter les personnes à reprendre au plus vite un emploi, quel qu'il soit.

Le législateur n'a rien inventé, il ne fait que s'inspirer de choses qui existent déjà sur certains territoires, sans que cela ne scandalise plus personne depuis bien longtemps. Dans l'Hérault, par exemple, la personne allocataire du RSA est déjà dans ce régime contractualisé de devoirs et de sanctions en cas de non-respect des obligations. Le traitement désormais totalement informatisé des dossiers d'indemnisation ou de déclaration de ressources donne tout pouvoir à l'agent de contrôle, ne laissant plus de place à la moindre erreur ou dé-

faillance. La machine technocratique se met en route, aboutit à la privation des maigres ressources que constituent l'allocation-chômage ou RSA, et plonge des personnes et des familles dans des situations dramatiques. Vouloir y remédier, c'est se confronter à la complexité jusqu'à l'absurde de procédures administratives qui n'aboutissent pas. C'est être témoin et victime d'institutions qui se renvoient la balle, sans plus aucunes interactions humaines de proximité.

Dans les services administratifs et parmi les professionnel·les de l'insertion, il y aura cependant toujours des âmes pour feindre de déplorer le non-recours aux droits (un tiers des foyers éligibles au RSA ne le demandent pas), mais plus grand monde pour dénoncer cette folie technocratique et autoritaire, génératrice d'une violence sociale insupportable qui nous menace toutes et tous et achève de marginaliser les personnes les plus en difficultés. Et il y aura encore moins de monde pour s'y opposer.

« Les pauvres n'ont qu'à bien se tenir : tout leur parcours est tracé »

LOGIQUE KAFKAÏENNE

Dans ces nouvelles technostructures plus question non plus d'anonymat, de droit à l'oubli et de respect de la vie privée : le partage d'informations confidentielles, parfois exceptionnellement justifié, est aujourd'hui la norme.

En une décennie à peine, le fait de rompre la confidentialité s'est imposé à tous les travailleurs et travailleuses de l'insertion sociale et professionnelle en même temps que l'utilisation frénétique d'outils et de logiciels puissants et de fichiers numériques interconnectés.

L'accès à des informations personnelles et sensibles sur la santé ou la situation financière des personnes est désormais possible par un très grand nombre d'opérateurs et d'institutions. La durée de conservation des fichiers et données, bien que règlementée, semble aujourd'hui sans limite et permet une traçabilité vertigineuse et inquiétante : les travailleurs et les travailleuses, sans-emploi, les précaires, les pauvres

n'ont qu'à bien se tenir, tout leur parcours est tracé.

France Travail, tête de réseau et futur donneur d'ordres, possède déjà les moyens technologiques de recueil et de conservation de ces données. Il devrait en permettre l'accès aux prestataires privés, agences d'interim et autres cabinets de « job coachs » pour un suivi « clé en main » des demandeurs et des demandeuses d'emploi.

L'accompagnement délégué des chômeurs et des chômeuses à ces officines privées a déjà une quinzaine d'années. Le développement de cette stratégie s'appuie sur une quasi absence de résistance morale – et encore moins syndicale – de ces opérateurs aux logiques de contrôle et de coercition que porte cette loi. Les professionnel·les de l'insertion, elles-mêmes précaires, agissent plus ou moins consciemment avec le sentiment d'être du bon côté du manche et, pour certain·es, appliquent avec zèle les nouvelles procédures et ordres de mission.

Dans ce contexte, la réforme du RSA ne provoque guère plus de réactions chez ces professionnel·les, tout acquis qu'ils sont aux nouveaux paradigmes de l'insertion, qui visent à contingentiser une main d'œuvre disponible et bradée aux besoins des entreprises et de l'économie capitaliste.

DÉSERTION

Au terme de vingt années de travail avec les chômeurs et les chômeuses, les précaires et les pauvres, presque autant de temps donné qu'à faire grandir mon fils, après toutes ces années à tenter de faire se lever des armées de bénéficiaires du RSA contre ces politiques, à tenter de les armer pour affronter le monde du travail, je m'apprête à quitter mon activité pour laisser à d'autres le sale boulot qui se prépare : exiger quinze à vingt heures d'activités en contrepartie de l'allocation. Sans moi !

Je quitte ce milieu avec une lueur d'espoir, ravivée par l'affloement des commentaires d'experts sur le nouveau rapport au travail. Le travail commence à être remis à sa juste place, dans la périphérie d'autres valeurs centrales pour les individus, et c'est tant mieux ! ●

LES INTERMITTENTS

Lutte sur un plateau de cinéma : loin de l'usine à (g)rêve

Technicien pour la télé et le cinéma depuis plusieurs années, je me suis vite rendu compte que passion du cinéma et « métier-passion » se confondaient pour certain·es d'entre nous. Au sein de réseaux professionnels dont nous dépendons entièrement de part notre statut « free lance », il nous est vite recommandé de garder nos revendications syndicales dans un coin bien reculé de notre tête. En effet, vouloir faire respecter le Code du travail pourrait nous valoir d'être repéré rapidement comme un élément « rouge », c'est-à-dire : coûter « cher » aux productions

Par **Raoul Marker**



Une trentaine d'intermittent·es sont sorti·es dans la rue à Montpellier le 9 novembre pour défendre leur régime d'allocation chômage (photo d'Élian Barascud).

On nous dit bien souvent qu'une économie de tournage reste « fragile ». En moyenne les sommes engagées pour un long métrage sont de l'ordre de plusieurs millions d'euros (entre 4 et 7 millions pour les mieux lotis en France). On peut préciser l'existence de films de moins d'un million d'euros de budget classés « hors annexe », calqués sur une économie de court métrage. Ici, on oublie le Code du travail et la rémunération du minimum légal, c'est le summum du métier-passion, le festival de Cannes « Off » de la production audiovisuelle française.

Des tournages ressemblant parfois à des cauchemars où les restrictions budgétaires visent d'abord les plus bas salaires. Les « petites mains » sauveraient donc du naufrage les productions en offrant leur

travail au rabais : heures supplémentaires non majorées, tarif des heures de nuit non respecté, voire pas payé, stagiaires déguisées en salarié·es, etc. Ces sacrifices pour le cinéma et la télévision française sont souvent tus au sein des équipes, par peur de ne plus être rappelé·e. À l'inverse, on n'oubliera pas de payer grassement la tête d'affiche, qui, film fauché ou pas, mangera à elle seule bien souvent une bonne partie du budget (plusieurs dizaines à des centaines de milliers d'euros). La lutte des classes sur un plateau de cinéma ? Pas vraiment, car même s'il y a un gouffre abyssal entre les artistes et les techniciens, il s'établit également un fossé entre techniciens d'un même plateau. Si bien que les revendications que peuvent émettre les prolos de l'équipe ne concernent pas souvent la classe supérieure. Un condensé de notre société, où les inégalités sont à portée d'ob-

servation directe. Karl Marx aurait été ravi d'assister à un tournage.

Tout ce petit monde se retrouve donc « dans la bulle de tournage » pour travailler à l'élaboration d'une œuvre qui sans doute fera réfléchir les spectateurs sur l'état du monde et de ses inégalités toujours plus croissantes... Un espace clos, où chaque jour nous tournons quoi qu'il arrive, même si par exemple des millions de personnes sont dans la rue pour dire non à la réforme des retraites.

« Nous constatons que tous les secteurs sont représentés dans la rue... sauf la culture »



LA GRÈVE QUI N'A JAMAIS EU LIEU

L'exemple qui suit montre à peu près l'ambiance sur un tournage lorsqu'il est question de la grève. Nous sommes en mars 2023, la mobilisation en France autour de la réforme des retraites est à son maximum. Au départ, des discussions entre nous, souvent le soir après la journée de boulot, quand on a assez d'énergie (une journée de tournage comprend en moyenne 12 à 13 heures de travail) pour parler de l'actualité et des journées de manifestations.

Nous constatons que quasiment tous les secteurs sont représentés dans la rue sauf... la culture. Nous cherchons quelque part « notre » présence dans les cortèges, dans les annonces de grève d'institution, de musée, de théâtre ? Peu de présence, mise à part Adèle Haenel sur un piquet de grève de la raffinerie de Total à Gonfreville-l'Or-

cher, en Normandie. Mais en somme peu d'actions de terrain. En petite troupe concernée, nous émettons alors l'idée de faire grève lors de la prochaine journée de mobilisation afin de faire entendre la voix des travailleuses du cinéma. Dès le lendemain le bruit court sur le plateau, et le directeur de production (chargé du budget, responsable du tournage) est vite mis au courant. C'est l'angoisse quasi-instantanée : une journée de tournage coûte plusieurs dizaines de milliers d'euros. Une mise à l'arrêt, c'est la perspective de devoir décaler plusieurs journées de tournage, de perdre la disponibilité d'un ou d'une comédienne, de perdre un décor, etc. C'est l'état d'urgence. La déléguée du personnel (l'une des rares syndiquées de l'équipe) propose l'organisation d'un vote (anonyme bien évidemment) avec trois propositions : 1) la grève totale durant la journée – 2) un débrayage d'une heure – 3) rien.

Les 24 heures qui suivent donnent lieu à des discussions plutôt fades sur le sens d'une grève pour nous (quel impact une petite équipe pourrait avoir sur la mobilisation ?), mais surtout des conséquences de la grève sur la production du film en cours. Avec toujours en filigrane, l'épée de Damoclès qui pourrait peser sur cel-

leux qui pencheraient pour la grève totale, d'être repéré-es comme un rouge. Les paroles sont mesurées, la prudence étant de mise, « être raisonnable » devient le mot d'ordre, le conseil de vote majoritaire. Sans surprise, la grève totale n'est pas votée, mais un débrayage d'une heure en soutien au mouvement est décidé, ainsi que le versement de l'équivalent de notre heure à une caisse de grève. Le cocon du plateau servant d'oculaires confortables aux enjeux en cours, le tournage reprendra comme si de rien n'était, sans oublier que la production ne manquera pas de récupérer cette heure sur la fin de journée...

Rares sont les actions revendicatives lors de tournage, car dans un réflexe petit bourgeois de retrait du jeu social pour certains, beaucoup ont peur d'être éjecté-e du système. Par manque de structuration (très peu de syndiqué-es), peu de voix s'élèvent pour revendiquer leurs droits par la grève et par cela se joindre aux mouvements d'actions sociales. Même si une nouvelle génération de technicien-nés se solidarise de plus en plus, le chemin reste long pour le monde du cinéma et de la télévision. ●

ASSURANCE CHOMAGE : SPECTACLE EN DANGER ?

Les intermittent-es sont actuellement dans le viseur de la réforme de l'assurance chômage. Le gouvernement ordonne une ponction de 12 milliards d'euros dans les caisses de l'Unedic sur quatre ans, essentiellement pour financer France Travail (le nouveau Pôle emploi). Les intermittent-es ont un régime spécial, régit par les annexes 8 et 10 de l'assurance chômage (8 pour les technicien-nés, 10 pour les artistes/interprètes). Pendant les négociations, le Medef a demandé une ponction similaire de 15 % sur le régime des intermittent-es, et une augmentation du taux horaire à réaliser pour obtenir le statut. Pour l'organisation patronale, la mesure se justifie par le fait que le régime général est excédentaire alors que celui des intermittent-es est déficitaire. Le 27 octobre, la négociation spécifique des organisations syndicales et patronales du secteur s'est conclue par un accord dont le SFA-CGT (syndicat français des artistes-interprètes) se félicite : celui-ci acte le refus de la proposition du Medef d'économie de 15 %. Les 9 et 10 novembre, pendant les négociations interprofessionnelles sur la réforme, les intermittent-es étaient en partie en grève, comme à l'Opéra Bastille. L'accord trouvé à l'issue de ces négociations ne convient pas à la CGT-Spectacle, qui dénonce notamment le refus par le patronat de la prolongation des indemnités en cas d'arrêt-maladie. La lutte ne fait que commencer...

GÉNÉRATION DÉSENCHANTÉE

OnlyFans, MYM : de l'émancipation à la dépression

Durant les dernières années, vous avez sûrement entendu parler d'OnlyFans. L'engouement qu'a suscité la plateforme durant les confinements ne s'est pas démenti par la suite, et les médias dominants ont commencé à évoquer le sujet. D'autres sites du même genre sont maintenant apparus. Vitrine chic d'un nouveau marché de l'érotisme, industrie dystopique brisant des vies, ou simple phénomène éphémère ? Après avoir discuté avec des travailleuses du secteur, *Le Poing* revient avec quelques éléments

Par **Seb**



Dessin de **Fragon**

Aujourd'hui, OnlyFans emploie un millier de personnes et génère environ un milliard de revenus annuels. La plateforme a été créée au Royaume-Uni en 2016 par Timothy Stokely et appartient à la société Fenix International Limited, rattachée à Engie. Elle permet aux créateurs et créatrices de contenu de publier et de vendre en ligne du contenu exclusif à leurs abonnés, généralement moyennant des frais mensuels. Ces créateurs et créatrices peuvent fixer leurs propres tarifs d'abonnements et de prix pour le contenu payant. Dans sa majorité, le contenu va de photos érotiques à de la pornographie pure et simple (après avoir envisagé de bannir ce contenu fin 2021, la plateforme a rapidement fait marche arrière). Depuis 2019, un concurrent français du nom de MYM (« Me. You. More ») se développe et

grignote des parts de marchés sur un créneau sensiblement similaire. Voilà pour l'arrière-plan.

Sur ces entrefaites arrive la pandémie et, avec elle, les confinements connus par nombre de pays. Le temps soudainement démultiplié sur les réseaux, la recherche de distraction pour les uns, de revenus pour les autres (en général, des femmes jeunes et précaires) font exploser le nombre d'abonné-es et d'utilisateurs et d'utilisatrices de ces plateformes. Ainsi que leur chiffre d'affaires. Le buzz est bien aidé par des stars telles que Cardi B, Bella Thorne ou Clément Castelli, qui créent des comptes et gagnent des sommes colossales. L'argent facile semble à portée de main.

Plus insidieux, un discours libéral se fai-

sant passer pour féministe vante l'émancipation économique : derrière un écran, c'est la sécurité, toute jeune femme peut faire et vendre ses photos (ou vidéos) en toute décontraction, de manière plus relax que les sordides sites existants par le passé.

Motivées à grand renfort d'articles et de documentaires glamour, des utilisatrices souvent très jeunes se lancent. Comme pour tout réseau social, il est très facile pour des mineures de s'y inscrire (bien que les contrôles se renforcent par la suite) : un reportage de la BBC diffusé en avril 2020 considère qu'un tiers des profils Twitter renvoyant vers des comptes OnlyFans seraient des mineures... Et la démocratisation conduit à une concurrence débridée, poussant des utilisatrices à aller plus loin qu'elles ne l'auraient vou-

« matchs » vers le compte OnlyFans ou MYM après quelques échanges semi-automatisés...

La plus grande part des revenus ne dépend plus alors des abonnements (concurrence oblige) mais des services annexes : messagerie personnalisée, photos ou vidéos sur commande, etc. Bien entendu, la dérive vers la prostitution ou, du moins, la production de contenus imposés est un risque réel. Et l'indépendance un mirage, tant la plateforme et les agences ont un rôle clé.

Les success stories du « top 5 % » des créatrices (les créateurs existent et se développent, mais reste très minoritaires) est donc l'arbre qui cache la forêt. La grande masse pratique cette activité soit comme un travail parmi d'autres, sous statut d'auto-entrepreneuse, avec tout ce que cela implique de problèmes administratifs et de contraintes juridiques, soit en appoint, de temps en temps. Mais même dans ce cas, l'activité est loin d'être anodine au regard de la multiplication des faux comptes ou du piratage d'images produites par d'autres : il est extrêmement difficile, si ce n'est impossible, de

faire disparaître son image du net une fois celle-ci partagée quelque part. Même sur des plateformes payantes, les captures d'écran sont d'une simplicité redoutable. Et les clients malveillants ne manquent pas.

D'un point de vue purement libéral, le développement de plateformes telles qu'OnlyFans répond à une demande : la mise en relation de clients et de productrices. Le vernis sex positive présentant ces entreprises en hérauts de l'émancipation ne doit être considéré que pour ce qu'il est : un argument commercial, semblable au verdissement du logo de McDonald's ou aux projets « éthiques » des crypto-monnaies. La démocratisation d'une pornographie « soft » (ou non) due à OnlyFans et MYM est un symptôme à la fois des nouvelles pratiques des réseaux sociaux, et de la grande précarité économique, couplée à un dégoût du travail aliénant et aggravée par les confinements, qui pousse à chercher des expédients. Les réussites d'une petite minorité dorée masquent la réalité plus crue de la galère, voire du harcèlement, des dépressions et des dettes qui frappent aujourd'hui bien des créatrices de contenu. ●



lu à l'origine. Trouver une clientèle n'est pas aisé et implique un travail promotionnel sur Twitter, Instagram ou d'autres plateformes.

Interviennent alors des agences qui s'occupent de fournir les clients, en échange d'une part substantielle des revenus générés. De nombreuses créatrices désargentées, dont c'est devenu l'activité principale, se retrouvent à leur merci – et menacées par le moindre changement d'algorithme. La quantité plutôt que la qualité devient l'impératif. Les agences gèrent le community managing, créant des profils sur les divers réseaux sociaux, ainsi que sur les applications de rencontre : une même jeune femme apparaîtra ainsi dans les recherches Tinder, Happn ou Bumble des plus grandes villes françaises. Derrière, un-e salarié-e de bureau renverra les

LE JEU DE MADAME

Sur un registre un peu plus léger que les tristes plateformes évoquées dans l'article, une anecdote prête à la rigolade. Elle concerne Alexandra Botez, joueuse d'échecs professionnelle et streameuse qui diffuse et commente des parties en ligne. Dans ce monde très masculin et macho des échecs, elle attire rapidement l'attention et reçoit beaucoup de messages de zégopodes lui demandant le lien de son compte OnlyFans, alors qu'elle n'en avait pas. Elle annonce un beau jour sur Twitter que « ça va finalement devenir plus épicé », avec un lien vers un compte OnlyFans nouvellement créé pour inviter son public à venir regarder ses « hottests positions » (comprenez, ses positions les plus chaudes, la position étant le terme utilisé aux échecs pour parler du placement des pièces). Le slogan affiché sur sa page pose l'ambiance : « Qu'est-ce que je préfère entre le sexe et les échecs ? Ça dépend des positions ». Elle publie des vidéos de parties d'échecs accompagnées de messages pour faire monter la pression, du type « J'aime me faire dominer » ou « Regardez-moi me faire mettre en échecs dans plein de positions », etc. En un jour, et sans montrer un bout de peau, elle se place dans le top 1,2 % des créateurs les plus vus et lève plus de 8 000 dollars, qu'elle reversera à Unicef, avant de fermer sa page. Morale de l'histoire selon Alexandra Botez : « parfois, les échecs c'est vraiment mieux que le sexe ! »

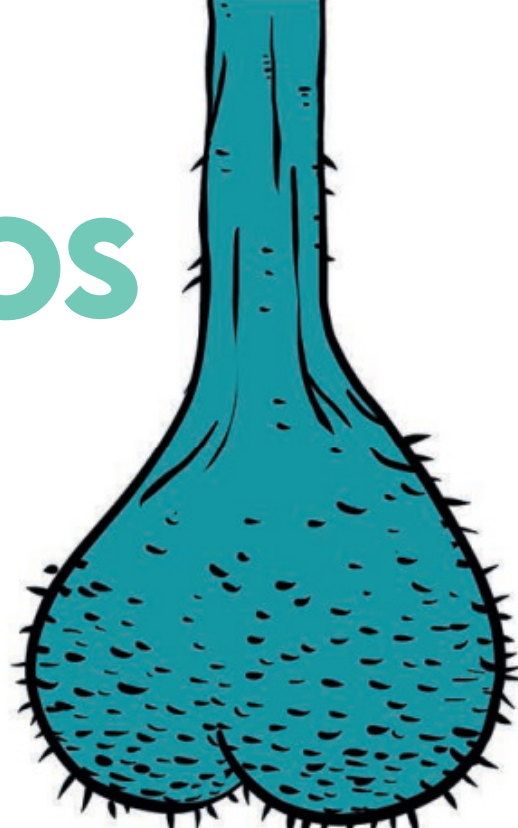
HOMMES : « PORTEZ VOS COUILLES »

LA CONTRA(CEPTION MAS(CU)LINE FACILE

Spoil : il n'y aura pas besoin d'attendre la fameuse pilule magique annoncée depuis des années

Par **Khalie Guirado**

avec l'aide d'une chouette personne qui porte ses couilles (en hauteur)



LES SEIGNEURS DES ANNEAUX

Depuis 2020, le collectif Montpellier Te Contracepte (MTC) sensibilise, informe et accompagne les personnes souhaitant découvrir la contraception testiculaire et travaille en lien avec le Planning Familial de Montpellier. Tous les troisièmes mardis des mois impairs (novembre, janvier, mars, etc.) à 18h30, au 27 rue de Substantion, avec une consultation collective animée par Gersende Marceau, sage-femme et militante au Planning Familial. Tous les quatrième mardis du mois, à 18 heures, avec le Planning Familial toujours, au 48 boulevard Rabelais, atelier à prix libre de fabrication de jockstraps, d'anneaux en silicones et de protections menstruelles lavables.

Instagram : collectif_mtc_contraception

Mail : collectif.mtc@gmail.com

Vous n'êtes pas à Montpellier ? Tous les mardis soir, Maxime Labrit, concepteur de l'anneau Andro-Switch (dans l'attente d'une certification de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé), répond à vos questions en visio (détails sur le site thoreme.com)

Tout au long de cet article nous emploierons les termes d'« hommes » pour désigner les personnes munies de testicules et de « femmes » pour désigner les personnes pouvant ovuler, indifféremment du sexe assigné à la naissance ou du genre dans lequel ces personnes se reconnaissent.

La plupart des femmes hétérosexuelles ont un parcours contraceptif ressemblant peu ou prou à ça : menstruation plus ou moins régulières et douloureuses, pilule à l'adolescence, acné, perte ou prise de poids, variation d'humeur, de libido, gynéco, stérilet, implant ou pilule microdosée selon la stabilité des relations affectives, pauses, capotes, puis reprise d'une autre méthode voire même technique du retrait, effets secondaires plus ou moins sympathiques, et oups, peut-être un jour une grossesse non désirée. Côté mec : capotes. « *Han c'est chiant les capotes, viens on fait sans rien, t'inquiète j'suis clean.* » Que celle ou celui qui ne se reconnaît pas ou ne



reconnait pas quelqu'un de proche dans ces quelques phrases nous jettent la première pierre.

Heureusement, de temps à autre, Ô Espoir ! Un article sur Sciences et Vie magazine annonçant bientôt une toute nouvelle pilule contraceptive pour les hommes ! Mais pas encore, comprenez, pour le moment, il y a encore des effets secondaires : acné, prise ou perte de poids, perte de libido, etc. (suivez mon regard). Mais imaginez un instant s'il existait une méthode que pourrait utiliser les hommes et qui les contracepterait de façon « mécanique » sans quasi aucun effet secondaire, sans médicament et sans douleur ? Et que des hommes en France l'expérimenteraient depuis les années 1980, soit près de quarante ans ? Tout le monde serait au courant bien sûr ! AH AH AH. Bienvenue à Patriarcat Land.

Petite pause ici à destination de nos lectrices : si vous gravitez dans les sphères militantes, que sont celles

« Han, c'est chiant les capotes, viens on fait sans rien, t'inquiète j'suis clean »

proches du *Poing*, vous avez sans doute déjà entendu parler de la contraception thermique ou testiculaire, si c'est le cas c'est super ! Et vous n'allez peut-être pas apprendre grand-chose de plus dans ces quelques pages, bien que les dessins de Bobika valent le coup d'œil ! Et s'il n'y a pas déjà un petit anneau en coton ou silicone autour de votre pipou, rendez-vous au Planning Familial pour passer le pas. Vous pouvez passer ce journal à votre voisin ! Et sinon, bienvenue dans le monde merveilleux de la contraception thermique !

HEIN ? MAIS C'EST QUOI LA CONTRACEPTION THERMIQUE ?

La contraception thermique ou testiculaire est une méthode qui consiste à faire remonter ses testicules dans les poches inguinales dans le but de les réchauffer de quelques degrés. Les testicules interrompent alors le processus de production de spermatozoïdes, qu'on appelle aussi la spermatogenèse. Quand elles sont dans le scrotum (ballantes quoi), elles sont à 34 ou 35 degrés. Mais quand on les fait remonter dans les poches inguinales, dans lesquelles elles étaient à la naissance et desquelles elles descendront ensuite, alors elles gagnent de 2 à 3 degrés de plus par rapport à leur position basse, soit la température du corps. Ce qui est suffisant à raison de 15 heures par jour pour impacter le processus de production de spermatozoïdes et donc assurer une contraception efficace.

ON N'EN ENTEND PAS PARLER ?

C'est assez basique. Étant donné que c'est quelque chose qui concerne les mecs, beaucoup ne s'en sont jamais emparé et continuent à ne pas le faire. Que ce soit dans les collèges scientifiques, dans les instances dirigeantes politiques ou à la tête des grandes entreprises mé-





Tous les dessins qui illustrent cet article viennent du travail de l'artiste Bobika qui a accepté que nous utilisions librement les illustrations tirées de son livre *Le Cœur des Zobs* (Dargaud, 2022).

dicales, ce sont, encore et toujours en 2023 des mecs qui décident. Et si on revient à l'échelle du couple, beaucoup ne prennent pas du tout conscience de la charge contraceptive et s'accommodent très bien de laisser ça aux femmes. On n'apprend pas aux hommes, par exemple, à l'école, à se préoccuper de leur contraception. Ce n'est pas un sujet sur le corps de l'homme. La vasectomie est, elle, vaguement connue mais c'est une méthode définitive et, depuis très peu de temps, autorisée en France. Et puis finalement, pourquoi faire ça quand les femmes s'en occupent depuis toujours ? D'autant plus que s'il y a un échec de contraception, ce ne sont pas les hommes qui en porteront directement les conséquences. Ce ne sont ni eux qui accouchent, ni eux qui avortent. La contraception dite masculine n'est pas seulement un choix personnel, c'est aussi et surtout un choix politique de société.

SE REMONTER LES COUILLES, OK, MAIS ÇA TIEN T COMMENT ?

À ce jour, il y a deux dispositifs qui servent à maintenir les testicules en position haute. Dans tous les cas, c'est un anneau dans lequel on vient passer la verge puis la peau du scrotum, et par manque de place, les testicules vont remonter et ainsi être maintenues en position haute. L'un des dispositifs est le modèle jockstrap, issu du remonte-couilles toulousain du Dr Mieusset. Dans ce cas, ce sont les suspentes en élastique qui vont maintenir l'anneau en coton qui est cousu pour être plaqué contre le corps et qui va empêcher les testicules de redescendre. Le deuxième outil existant, c'est l'anneau en silicone. Un simple anneau qui va maintenir de la même façon les testicules en position haute, cette fois par friction avec la peau.

ÇA GÈNE ? C'EST DOULOUREUX ?

Non. Ce n'est pas douloureux. Ou en tout cas, si ça l'est, ce n'est pas normal. Il existe de rares contre-indications (cryptorchidie, ectopie testiculaire, hernie inguinale, varicocèle grade 3 ou grande obésité) mais hormis ces cas, la remontée testiculaire n'est pas douloureuse. Question gêne, c'est plus une question d'habitude, si on n'est pas habitué à porter une montre par exemple, les premiers jours ça peut déranger, puis au bout d'un moment c'est l'inverse, c'est quand on ne la porte pas qu'on sent une absence. Pareil avec l'an-





neau ou le jockstrap ! Rien d'insurmontable donc ! Pour les activités sportives, sexuelles, etc., c'est assez variable, certains préfèrent enlever le dispositif le temps de l'activité en question, d'autres le conservent pour tout ou presque.

ON PORTE ÇA QUAND ? COMBIEN DE TEMPS ? ÇA MARCHE COMMENT ?

Il faut d'abord faire un premier spermogramme, pour comptabiliser la présence de spermatozoïdes actifs dans un échantillon de sperme. Si tout est ok, il faudra ensuite porter le dispositif 15 heures par jour (rappel ici que le stérilet se porte H24, que la pilule se prend journalièrement, etc.) Les trois premiers mois, il faut garder une autre méthode contraceptive, le temps d'un cycle complet de la spermatogenèse. Le second spermogramme (qui devra ensuite rester fréquent et là encore, rappel qu'aucune femme ne se plaît à aller annuellement chez un-e gynéco...) permettra d'établir si le nombre de spermatozoïdes est bien passé en dessous

« La contraception dite masculine n'est pas seulement un choix personnel, c'est aussi et surtout un choix politique de société »



Un immense merci à Bobika qui a accepté que nous utilisions librement les illustrations tirées de son livre *Le Cœur des Zobs* (Dargaud, 2022). Plus de cent pages de strips pour TOUT comprendre sur la contraception thermique. Et en plus, c'est drôle ! Et Bobika est aussi sur Instagram.

Quelques sources pour aller plus loin : le site thoreme.com à l'origine de l'anneau Andro-Switch regorge de ressources précieuses, comme celui de l'Ardecom (Association pour la Recherche et le Développement de la Contraception Masculine, contraceptionmasculine.fr) ou du Planning Familial (planning-familial.org). Le podcast « Porte Tes Couilles » sur toutes les plateformes et le site du Poing. Et en bonus, tape « rap porte tes couilles » sur un moteur de recherche. Enjoy.



« À la recherche du spectre de l'ultra gauche »

Le spectre de cette « ultra-gauche » hante l'époque. C'est pourquoi Michel Kokoreff, sociologue et militant bien connu pour ses travaux sur les quartiers populaires et les drogues, se lance à la poursuite de ce « spectre » politique dans son ouvrage *Les spectres de l'ultra-gauche, l'État, les révolutions et nous*, aux éditions L'Œil d'Or.

Par **Eugène Varlin**

Pour les services de renseignement, cette « ultra-gauche » est une nébuleuse fonctionnant sur des cellules terroristes invisibles, modèles calqués sur ceux de l'extrême-droite et du crime organisé. Tombant dans le complotisme, le renseignement y voit une « main invisible » à l'œuvre lors des sabotages et combats de rue. Avec l'inflation des lois répressives et un régime d'exception permanent, tous les opposant-es doivent être neutralisé-es au motif de leur radicalité, en actes comme en intentions ! Ainsi se fabrique un « monstre », une « entreprise à caractère terroriste », un « ennemi intérieur ». Kokoreff est clair : « *l'ultra-gauche n'existe pas : elle est un artefact, une pure construction policière et médiatique, et par là, de l'État* ».

Finalement, cette obsession de « l'ultra-gauche » (pensons aux délires de Darnaud) confère une réalité sociale à un fantôme. Au fantôme de la Commune de Paris, réactualisée après 1968 en « Commune vivante » refusant le centralisme léniniste comme la représentation parlementaire au profit de l'autonomie et de l'action directe. Au fantôme « *priviliégiant des formes anti-hiérarchiques d'auto-organisation afin, de sabotages en soulèvements, de liquider le monde de la marchandise autoritaire sous la forme d'un communisme authentique* ».

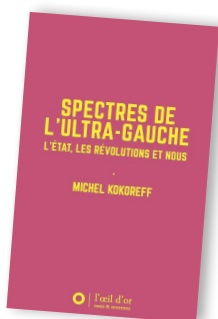
Kokoreff dresse la généalogie de l'ultra-

tra-gauche, que l'on trouve dès l'échec de la Commune de Paris en 1871, écartelée entre le centralisme « marxiste » et le fédéralisme anarchiste. C'est l'éternelle querelle entre le centralisme démocratique du « Parti » et la spontanéité révolutionnaire des « comités » (ou soviets) qu'essaya de dépasser Rosa Luxemburg durant la « révolution allemande » mais que refusa fermement Lénine en 1917. Cette querelle explique en partie l'échec de la Révolution espagnole, disputée entre communistes et anarchistes, parfois mortellement...

Kokoreff explique que l'ultra-gauche revient dans les années 1950 sous forme de petits cercles intellectuels, lettristes puis situationnistes. Ces idées anti-autoritaires et spontanéistes vont connaître leurs heures de gloire en 1968. Mais l'ultra-gauche va se diviser sur les objectifs révolutionnaires dans les années 1970, dans un contexte de répression policière inédite. Ceux qui ne tombent pas dans la défonce ou le mouvement punk vont se lancer dans la guérilla urbaine (RAF en Allemagne de l'est, Brigades rouges en Italie, Ac-



Manifestation « nationale interluttés », le 14 avril 2018 à Montpellier (centre-ville ravagé et une quarantaine de gardes à vue), qui inspira à l'AFP le commentaire, repris par tous les médias, selon lequel *Le Poing* serait « le » site des anarcho-libertaires de Montpellier (photo du *Poing*)



Michel Kokoreff, *le spectre de l'ultra-gauche*, éditions L'Œil d'or, 256 pages, 20 euros.

tion Directe en France...) L'État autoritaire va s'en trouver renforcé.

Sans renoncer à la lutte armée, l'autonomie italienne de Bologne, à partir de 1977, alimente surtout une agitation sociale et culturelle dans les écoles, les usines et les quartiers. Cette autonomie va inspirer les autonomes français-es. Ces petits groupes vont devenir les fameux « casseurs », mobiles, assurant leur propre auto-défense (contre les CRS mais aussi les services d'ordre des syndicats) et n'hésitant pas à briser les vitrines.

L'auteur relate aussi la création, à la fin des années 1990, de la revue *Tiqqun* et des éditions La Fabrique, relançant l'« éthique de la guerre civile » contre le Spectacle (Debord), le Biopouvoir (Foucault) et l'Empire (Negri et Hardt). Des groupes s'installent dans les campagnes pour « faire commune » comme à Tarnac en Corrèze. Ce groupe alimente le complotisme policier et montre surtout que l'État accroît la sphère du hors droit avec une incrimination des intentions et des délits d'opinion (« pré-terrorisme »).

Le « retour de l'ultra-gauche » s'opère surtout dans les rapports policiers et les médias dominants. On décrit ainsi une mouvance « anarcho-autonome » ultra-violente, paranoïaque et repliée sur elle-même, tapie dans l'ombre des squats des grandes métropoles mais aussi dans les fermes oubliées des campagnes.

Kokoreff montre pourtant que les actions sont essentiellement des sabotages matériels et de la « casse ». Les services de renseignement s'acharnent ainsi sur des groupes isolés dont le style de vie et les activités militantes dérangent manifestement par leur « radicalisation ».

L'épilogue est extrêmement intéressant. L'auteur admet la mort de l'ultra-gauche en France mais insiste sur la multiplication des initiatives et gestes de résistance, d'auto-défense populaire et d'affirmation, le peuple aspirant largement à vivre dans un autre monde. Il y a une repolitisation du peuple qui se produit lors d'événements aspirant à plus d'égalité, de justice et de démocratie réelle.

Si ces fronts de refus sont pulvérisés (anticapitalisme, antifascisme, féminisme, antiracisme...), ils peuvent « se fédérer » à un moment donné sans perdre leur singularité... et leur autonomie ! ●

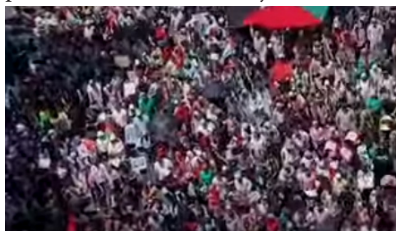
LE MONDE BRÛLE

MOBILISATION PLANÉTAIRE POUR LA PALESTINE

La cause palestinienne rassemble largement aux quatre coins du monde, avec une manifestation historique à Londres le 11 novembre ayant rassemblé entre 300 000 (selon la police) et 800 000 personnes (selon les organisateurs). Petit tour d'horizon international non-exhaustif des révoltes en soutien au peuple palestinien

AFRIQUE DU SUD : POUR LA FERMETURE DE L'AMBASSADE

Le 12 novembre, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans la capitale, au Cap, pour exiger la fermeture de l'ambassade d'Israël. Des affrontements ont eu lieu avec des partisans d'Israël, « principalement issus d'églises chrétiennes ». La police est intervenue avec des grenades incapacitantes et des canons à eau, et des bus de manifestants pro-israéliens ont été renvoyés d'où ils venaient. La municipalité a déploré des menaces proférées contre une école juive.



Source : 2 Oceans Vibe / Photo : Middle East Eye

LONDRES : MANIFESTATION GÉANTE

Le 11 novembre à Londres, lors d'une manifestation ayant rassemblé 300 000 personnes selon la police et 800 000 selon les organisateurs, des contre-manifestants d'extrême droite, « pour la plupart des hooligans », se sont affrontés avec la police, qui a procédé à 82 arrestations. « Neuf policiers ont été blessés, dont deux ont été hospitalisés. » La ministre de l'Intérieur Suella Braverman, qui avait qualifié les manifestations pro-palestiniennes de « marches de la haine » et remis en cause l'impartialité de la police, a été contrainte de démissionner à la suite du tollé provoqué par ses propos. Une situation qui nous permet de constater l'état de coma profond dans lequel se trouve la France...

Source : Arab News

CANADA : FACULTÉ EN ÉBULLITION

Le 8 novembre à l'Université Concordia de Montréal, « une personne a été arrêtée et au moins trois personnes ont été blessées [...] après une altercation, liée à la guerre entre Israël et le Hamas, qui a duré près de trois heures et a tourné à la violence ».



Source : Montreal CTVNews / Photo : X (ex Twitter)

TURQUIE : ATTAQUE D'UNE BASE AÉRIENNE

Le 5 novembre, « la police turque a utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau » pour disperser des manifestants pro-palestiniens qui tentaient de prendre d'assaut la base aérienne d'Inçirlik, qui abrite des troupes étasuniennes, « quelques heures avant l'arrivée du secrétaire d'État américain Antony Blinken, attendu à Ankara pour des négociations sur Gaza ». « Des manifestants ont également été vus en train de lancer des chaises en plastique, des pierres et d'autres objets sur la police. »



Source : News 24 / Photo : The Guardian

63 BLESSÉS À ISTANBUL

En Turquie toujours, à Istanbul, dans la nuit du 17 au 18 octobre, des dizaines de personnes ont été blessées lors d'affrontements entre des manifestants pro-palestiniens et la police. Au total, 63 personnes, dont 43 policiers, ont été blessées, 5 personnes ont été arrêtées et un manifestant de 65 ans est décédé d'une crise cardiaque.

Source : La Prensa Latina

ÉTATS-UNIS : VIOLENCES ET CLASH AVEC LA POLICE

Le 22 octobre à New York, « des agents [de police] ont été frappés par des débris volants » lors d'une manifestation pro-palestinienne. À Skokie, la police a fait usage de gaz et un homme, hostile aux pro-palestiniens, a tiré en l'air. À Minneapolis, une voiture a foncé sur des manifestants.

Source : New York Post, Chicago Sun Times

LIBAN : ATTAQUE D'UNE AMBASSADE

Le 18 octobre à Beyrouth, la capitale, des centaines de manifestants se sont attaqués à l'ambassade des États-Unis pour dénoncer leur soutien à Israël. La police a fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau et des affrontements physiques ont aussi eu lieu. Des blessés sont à déplorer. Les manifestants ont scandé « mort à l'Amérique ! » en brûlant des drapeaux américains et en brandissant des drapeaux palestiniens.



Source et photo : PBS News Hour

JORDANIE : AMBASSADE « FORCÉE »

Le 17 octobre dans la capitale, Amman, des affrontements ont eu lieu entre des partisans du Hamas et les forces de sécurité qui tentaient d'éloigner les manifestants de l'ambassade d'Israël à coups de grenades lacrymogènes. Les portes de l'ambassade auraient été forcées.



Source : Ahram Online / Photo : City Noticias

IRAN : « MORT À LA FRANCE »

Des centaines de manifestants se sont rassemblés devant les ambassades de France et du Royaume-Uni, à Téhéran, dans la nuit du 17 au 18 octobre, en scandant « mort à la France et à l'Angleterre » et en lançant des œufs.



Source : Le Soir / Photo : Huffington Post

PAYS-BAS : UN DRAPEAU AMÉRICAIN BRÛLÉ

Toujours dans la nuit du 17 au 18 octobre, à La Haye, des manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade d'Israël avec des drapeaux palestiniens. Un drapeau américain a été brûlé.

Source : Le Soir

TUNIS : « MACRON ASSASSIN »

Le 17 octobre, des milliers de manifestants se sont rassemblés devant l'ambassade de France, à Tunis, en scandant « Macron assassin ! »



Source et photo : Huffington Post

INDE : RÉPRESSION DES ÉTUDIANTS

Le 10 octobre, la police du district d'Aligarh a engagé des poursuites contre des étudiants pour l'organisation d'une manifestation pro-palestinienne sans autorisation.

Source : Nouvelle Aube

LE POING

sur les i

MONTPELLIER LA SURFLIQUÉE

Après la police des transports, celle des logements sociaux. Nouvelle lubie sécuritaire du maire de Montpellier Michaël Delafosse, la création du Groupement de Sûreté Résidentielle Interbailleurs (GRSI). Une brigade composée d'anciens policiers et gendarmes patrouillant avec chiens et matraques autour des HLM. L'objectif : lutter contre « *les incivilités* », faciliter les expulsions locatives et « *re-créer du lien social* ». Curieuse vision de la convivialité. À ce rythme-là, il y aura bientôt une escouade pour kebabs et des unités spécialisées dans la surveillance des toilettes publiques ! ●

MOUTOUH SAUF ÇA

Bonne nouvelle, Hugues Moutouh, ancien préfet de l'Hérault, est bien arrivé à Nice. Il a même l'air de s'y sentir plutôt à l'aise. En témoigne la répression des niçois-es mobilisé-es en soutien à la Palestine. Dans un arrêté préfectoral d'interdiction de manifestation, le « *préfet-bulldozer* » annonce que deux militantes ont été convoquées par la police pour « *injurer au Président de la République* », après le dépôt d'une pancarte « *Netanyahu assassin, Macron assassin* » devant la statue de Garibaldi.

Contactée par *Le Poing*, l'une des manifestante explique avoir pu décaler la convocation au commissariat afin de s'y présenter avec un avocat. ●

LAUCH-BOTTES

Exit l'ancien, place au nouveau préfet de l'Hérault, François Xavier-Lauch. Ancien directeur général de la police nationale, ancien chef de cabinet de Macron, puis directeur adjoint du cabinet de Darmanin, le nouveau locataire de la place du marché aux fleurs a vite trouvé ses marques dans le Clapas.

Il suit à la lettre la ligne du gouvernement consistant à interdire et réprimer tout soutien à la Palestine sans se poser de questions. Il a cependant subi deux revers dans ses tentatives d'interdictions des manifestations, le tribunal administratif ayant considéré qu'il ne pouvait pas « *motiver une interdiction du seul fait qu'elle vise à soutenir la population*

palestinienne ». Ça a le mérite d'être clair. ●

BÉZIER, C'EST CRACRA

La Ville de Béziers va « *accueillir* » d'ici 2027 un centre de rétention administrative (CRA) de 120 places, en face de la prison. Il y aura de l'ambiance dans le quartier. Le but : désengorger le CRA de Sète, qui deviendrait un lieu réservé aux femmes et aux enfants étrangers en attente



d'expulsion. Robert Ménard, maire d'extrême-droite de Béziers, est ravi « *de pouvoir expulser ces personnes qui n'ont rien à faire en France* ». Le très droitier syndicat Alliance Police Nationale 34 y voit quant à lui un moyen de demander plus de postes de flics, « *environ deux cents* » selon eux. Et pourquoi pas deux mille ?

L'HÉRAULT NOUS BASSINE

Dans notre précédent numéro, nous évoquions les projets de retenues hivernales d'eau que le Conseil départemental de l'Hérault étudie. Celui-ci a finalement réduit la voilure, avec une nouvelle étude portant non plus sur neuf mais sur sept bassines. Aucun calendrier prévisionnel précis n'est sorti, les élu-es précisent que rien n'est encore fixé et que différents scénarios sont sur la table. « *Notre projet n'a rien à voir avec les supers bassines* » promettait dès le départ Yvon Pellet, le Monsieur « eau » du Département. Bien qu'il faille rester vigilant-e, on ne peut que remercier les milliers de personnes mobilisées à Sainte-Soline d'avoir fait suffisamment peur aux gouvernants pour qu'ils n'osent plus trop se mouiller sur le sujet des bassines... ●

APRÈS LE LIEN, LE COM

Décidément, on n'en finit pas avec des projets routiers dans l'Hérault. À peine entamés, les travaux du dernier tronçon de la Liaison intercantonnale de contournement nord (LIEN), qui constitue selon ses opposants un « *méga-périphérique écocide* », l'État et la Métropole ont déjà la suite en tête : le Contournement ouest de Montpellier (COM). Imaginé dès 1995 et déclaré d'utilité publique en 2021, il prévoit six kilomètres de deux fois deux voies qui permettraient de relier Juvignac à Saint-Jean-de-Védas, et par la même occasion, l'autoroute A750 (au nord) aux autoroutes A9 et A709 (au sud). Coût total estimé : 270 millions d'euros. La maîtrise d'ouvrage sera confiée à la multinationale Vinci, pour un début des travaux prévu en 2025-2026.



Les opposants au projet craignent une multiplication des poids-lourds, et donc plus de pollution. Pour rappel, la mobilisation contre le LIEN est toujours en cours, avec comme revendication principale, l'abandon de la reprise des travaux et la tenue d'un moratoire sur les projets routiers. Bien évidemment, le COM en ferait partie. ●

DEMAIN C'EST LOIN

Deux cents euros sur les 66 000 demandés. C'est le montant collecté par la cagnotte en ligne de l'association MEET, qui avait organisé le salon du bien-être *Demain c'est aujourd'hui* en mai à Montpellier. L'objectif est d'éponger les dettes de l'évènement qui a viré au fiasco. Et pour cause. Sur la liste des invité-es se trouvait notamment des membres de la secte d'extrême-droite Les Brigandes, ainsi que le gratin de la mouvance conspirationniste. Sur les 4 000 à 6 000 personnes attendues, seulement 1 500 ont franchi les portes du salon. La faute à la météo et aux médias qui ont fait « *mauvaise presse* » au salon en « *nous traitant de fachos* », selon l'organisatrice Hélène Labruyère (par ailleurs pe-

tite-nièce de Joël Labruyère, gourou de la secte des Brigandes). *Le Poing* avait en effet sorti plusieurs papiers pour dénoncer l'imposture de cette tendance illuminée qui prodigue des consignes médicales dangereuses et s'accommode de la présence d'authentiques fachos, si bien que des sponsors s'étaient retirés. Bref, demain attendra. ●

LE FIL D'ANIANE

En septembre dernier, *Le Poing* révélait qu'Anaïs Renon alias Lignier, ex-cadre du groupuscule d'extrême-droite Génération identitaire, avait participé à la création d'une association de parents d'élèves, « Les P'tits Innocents », dans le village d'Aniane, près de Montpellier, après avoir scissionné de la Fédération des conseils de parents d'élèves. Une information reprise par *Libération* qui a tendu l'ambiance dans le village. Résultat des courses : les deux associations ont obtenu chacune la moitié des sièges au conseil d'école. Voilà qui ne devrait pas faire redescendre la pression... ●

FARCE OUVRIÈRE

Le saviez-vous ? Jean-Marc Aubert, le triste journaliste du *Clapas* sévissant au *Métropolitain*, a un passé syndical. En effet, le fait-diversier a été en 2018 l'un des représentants locaux de Force ouvrière à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP). Cette commission, composée à égalité de journalistes élu-es par leurs pairs et de représentant-es désigné-es par les employeurs, est chargée d'attribuer et de renouveler les cartes de presse, bout de papier plastifié censé garantir éthique et professionnalisme. Curieux, quand on sait que l'intéressé a déjà été condamné pour diffamation, usage illégal d'une base de données (celle des pompiers) et qu'il tient publiquement des propos racistes. Avec de tels représentants, qu'on ne s'étonne pas de la défiance des gens envers la presse... ●

DARMANIN, BROSSÉ À CHIOTTES ?

Auditionné par des députés dans le cadre d'une commission d'enquêtes sur les « groupuscules violents », le sinistre de l'Intérieur Gérard Darmanin s'est lâché. Au moment de dérouler tranquillement sa doctrine autoritaire, justifiant notamment le déchaînement de violences policières sur les manifestant-es à Sainte Soline, Darmanin affirme : « *Les biens sont aussi importants que les personnes.* » Aussi abjecte qu'absurde, cette phrase du ministre laisse apparaître malheureusement le tréfonds nauséabond de sa pensée politique : déshumaniser son adversaire pour mieux l'écraser. Et si, en résumé, les objets et les personnes sont la même chose, la réelle utilité de ce monsieur ne serait-elle pas d'être une brosse à chiotte ? ●



L'HAÏ CITÉ

Si la presse locale semble présenter ça comme une bonne nouvelle, au *Poing*, on est sceptique : Michaël Delafosse, maire de Montpellier, s'est vu remettre le prix national de la laïcité le 8 novembre dernier par... un journaliste de *Charlie Hebdo*, journal satirique connu pour ses dessins et caricatures islamophobes et réactionnaires (dernièrement, le média a représenté Jean-Luc Mélenchon en terroriste islamiste avec tous les clichés qui vont avec). En effet, Michaël Delafosse avait fait signer aux associations de Montpellier une charte soumettant l'accès à des subventions municipales à un critère de respect de certaines règles et usages censés découler des principes de la laïcité (tel que le respect de l'égalité hommes-femmes, le maintien des activités religieuses à l'écart des activités associatives, etc.) Pourtant, il a fallu que *La Libre Pensée*, association de lutte pour le respect de la loi de 1905, mette la pression au maire PS pour qu'il arrête enfin d'octroyer des subventions aux fêtes de la Saint-Roch, une tradition chrétienne de la ville ponctuée des messes. ●

DELAFOSSÉ-VOYANCE

Que se passe-t-il à la mairie de Montpellier ? Les élu-es voudraient éloigner le mauvais œil ? Michaël Delafosse, qui, en tant que membre du Parti prétendument Socialiste, adore se prévaloir du « progressisme », tenterait-il de lire son avenir politique dans de la lie de rosé ? Depuis quelques mois, la Ville s'adonne à la mise en lumière de pseudo-sciences et d'occultisme des plus curieux : promotion d'une association anthroposophe (mouvement spirituel pseudoscientifique épinglé pour ses risques de dérives sectaires) sur l'annuaire de la Ville (retirée après un article publié sur *lepoing.net*), medium proposant des « *thérapies de guérison énergétiques au plomb* » au forum des associations d'Antigone et stands de voyance à la foire internationale de Montpellier... Et eux, ont-ils signé la « *charte de la laïcité* » si chère à notre édile ? Au risque de se répéter, il y a décidément des coups de pieds oc-cultes qui se perdent... ●

Les recettes de tata Diane

Tu trouveras ici des recettes « fin de mois », qui peuvent être réalisées avec les restes du frigo et du placard, ou bien avec des éléments de base peu chers, sains et nutritifs. Astuce chauffage : utilise ton four pour cuisiner et réchauffer la pièce en ouvrant la porte une fois la cuisson finie.

(photo d'illustration de **Mathieu Le Coz / Hans Lucas**)

Légumes entiers au four

♦ ♦ ♦

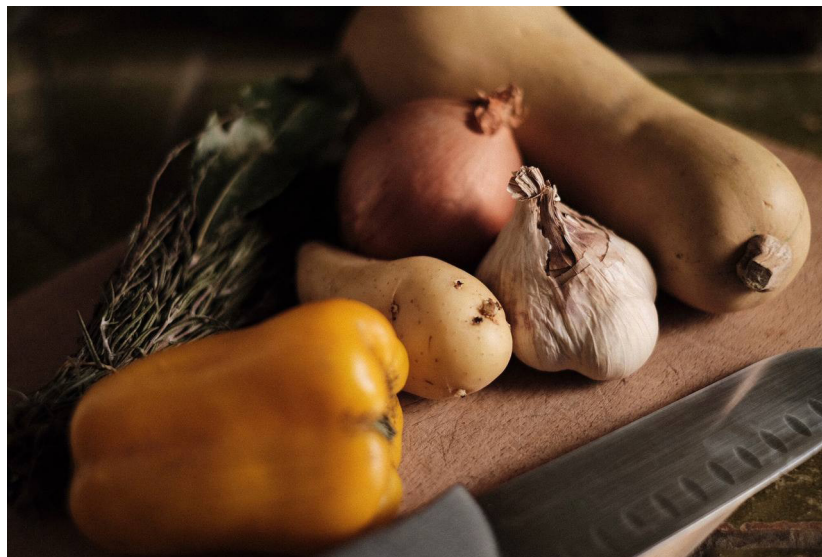
Le principe est d'enfourner dans un plat à rebord bas (style plat à tarte) des légumes entiers (parfois coupés en deux), lavés, mais avec la peau. Le dessus de la peau va griller et va parfumer le plat, et le légume va cuire à l'étouffée, ou bien confire. Ça marche avec quasiment tous les légumes, en tous cas ceux de saison : poireaux, pommes de terre, carottes, brocolis, choux-fleurs, butternuts...

Voici une proposition avec des patates douces, des oignons et de l'ail. Pour les ingrédients, il te faut **1 ou 2 patates douces** selon la taille, **un oignon**, des **gousses d'ail**, de l'**huile**, **sel** et **aromates**.

Tu badigeonnes le fond du plat avec de l'huile de tournesol (ou de l'huile d'olive si tu peux), du sel, du poivre, des herbes de Provence, bref, toute sorte d'aromates que tu as sous la main. Sinon, juste de l'huile, ça marche aussi. Tu déposes un oignon entier avec la peau (eh oui), des gousses d'ail entières avec la peau (encore oui). Cela va lentement cuire à l'étouffée dans la peau. Par contre, avant de manger, tu enlèves la peau, sois pas niais.

Tu coupes les patates douces en deux dans le sens de la longueur. Dans ce légume, la plupart des nutriments se trouvent juste sous la peau, donc on mange tout. Tu déposes, côté chair, tes moitiés de patates douces. La peau va griller, et la chair va confire.

Tu enfournes, à 200° C, pendant une demi-heure. Vérifie que ce soit cuit avec une fourchette, ça doit être plutôt mou. Avant de servir, tu verses un bon filet d'huile d'olive, et tu te régales ! ●



Si t'as la dalle, mange un Dahl

♦ ♦ ♦

Plat indien réconfortant que tu laisses mijonner, il est riche en protéines grâce à son mélange riz/lentilles. Si tu n'as pas envie d'investir dans un stock d'épices, tu peux simplifier en ne mettant que le gingembre. Il te faut des **lentilles corail** (une tasse), du **riz**, une **boîte de tomates en dés**, **2/3 carottes**, **oignon**, **ail**, **cumin**, **graines de moutarde**, **curcuma** et **gingembre** (avec du **lait de coco**, c'est encore meilleur).

Cuis au préalable les lentilles dans un grand volume d'eau, elles seront plus digestes (départ eau froide, monte à ébullition, laisse couvert sur feu doux pendant environ 10 minutes). Dans une grande casserole ou cocotte, fais griller les épices dans de l'huile sur feu vif. Ajoute les oignons en lamelles, l'ail écrasé et le gingembre en petits morceaux. Quand l'odeur de l'ail remonte, verse les carottes coupées en rondelles fines. Laisse cuire à feu doux pendant 5 minutes. Ajoute la boîte de tomates en dés, tes lentilles, du sel, le lait de coco et couvre. Ça doit mijoter à feu doux, les lentilles se délitent, c'est normal. Quand les carottes sont bien tendres, tu peux servir sur du riz. ●

Œufs en sauce tomate

♦ ♦ ♦

Il te faut : des **œufs**, une **boîte de tomates en dés** (ou du coulis), **un oignon**, de l'**ail**, **sel**, **poivre** et **aromates**.

Tu coupes l'oignon en lamelles, tu les fais revenir à la poêle. Tu rajoutes l'ail coupé en petits morceaux, et la boîte de tomates, avec du sel, poivre et les aromates que tu as sous la main. Le paprika ou le piment d'Espelette se marient bien avec ce plat, mais c'est facultatif.

Après avoir laissé doucement mijoter pendant 10 minutes, tu casses tes œufs directement sur les tomates.

Tu laisses cuire à couvert pendant environ 10 minutes, au moins jusqu'à ce que les blancs soient cuits. Comment reconnaître des blancs d'œufs cuits ? Bah ils sont blancs. Ne remue pas tes œufs, sinon ils se casseraient.

Sers-toi une part, trempe du pain, et kiffe ta vie ! ●



QUI SOMMES-NOUS ?

Fondé en 2013, **Le Poing** est un média web et papier d'information politique et de critique sociale. Aux côtés de celles et ceux qui luttent, notre journal participatif s'attache à être un contre-pouvoir à Montpellier et alentours.

DEVENEZ CORRESPONDANT·E !

Vous écrivez, prenez des photos ou maîtrisez les publications en ligne ? Vous êtes d'accord avec notre ligne éditoriale, vous comprenez les exigences du journalisme et vous ne craignez pas les turbulences du collectif ? Rejoignez (bénévolement) la fabuleuse aventure d'une presse indépendante qui s'auto-exploite gaiement !

LE SÉNAT SUPPRIME L'AIDE MÉDICALE D'ÉTAT POUR LES ÉTRANGERS ...

PARFAIT !



À LA PROCHAÎNE PANDÉMIE ON POURRA ACCUSER LES NOIRS ET ARABES !

-JZD-

Le quizz un peu con

1) COMMENT S'APPELLE LE CHIEN D'HUGUES MOUTOUH, ANCIEN PRÉFET DE L'HÉRAULT ?

- A) POUTINE
- B) CLÉBARD MESKIDA
- C) MILOU
- D) KIKI DELAFOSSÉ

2) QUI A DIT : "LES GENS INTELLIGENTS REPRÉSENTENT 5 À 6 %, MOI JE FAIS CAMPAGNE AUPRÈS DES CONS" ?

- A) EMMANUEL MACRON
- B) RÉMI GAILLARD
- C) GEORGES FRÈCHE
- D) DONALD TRUMP

3) QUEL MÉDIA A EU UN PROCÈS EN DIFFAMATION POUR UNE ENQUÊTE SUR DES MALTRAITANCES PRÉSUMÉES DANS UNE ÉCOLE (DÉLIBÉRÉ LE 7 DÉCEMBRE) ?

- A) LA GAZETTE DE MONTPELLIER
- B) MIDI LIBRE
- C) MÉTROPOLITAIN
- D) L'AGGLORIEUSE

4) QU'EST-CE QUE LA CYNÉGÉTOPHOBIE ?

- A) LA HAÏNE DE LA CGT
- B) LA HAÏNE DES CHASSEURS
- C) LA PEUR DE TOUT CE QUI TOURNE
- D) LA PEUR DES CHIENS POLICIERS

RÉPONSES : 1) B / 2) A / 3) C / 4) D



Abonnez-vous à tous nos réseaux



montpellierpoinginfo
lepoinginfo



De l'actu chaque semaine sur lepoing.net



Pour nous écrire lepoing@riseup.net



La voyante aveugle

BÉLIER • BONNE NOUVELLE ! UNE ÉCLIPSE LUNAIRE VIENDRA OCCULTER VOTRE DÉBILITÉ QUELQUES HEURES

TAUREAU • MARS RENTRE EN SCORPION, MAIS PERSONNE NE RENTRE EN VOUS, DÉSOLÉE

GÉMEAUX • VOTRE CÉLIBAT, C'EST COMME LES TRAVAUX DU TRAM : INTERMINABLE

CANCER • RÉJOUISSEZ-VOUS DU JEÛNE SURPRISE À LA FIN DU MOIS, C'EST BON POUR LA SANTÉ !

LION • AMOUR : VOTRE EX TENTE TELLEMENT SOUVENT DE REVENIR DANS VOTRE VIE QU'IL VOUS RAPPELLE MANUEL VALLS

VIERGE • CÉLIBATAIRE, PRÉPAREZ-VOUS À COMMENCER UNE HISTOIRE DURABLE AVEC L'ALCOOL

BALANCE • VOUS DEVRIEZ VOUS LANCER DANS LA POLITIQUE. MÊME SI VOUS NE PRENEZ AUCUNE DÉCISION, AU MOINS VOUS POURREZ BLÂMER LES AUTRES

SCORPION • VOTRE INTELLIGENCE AUGMENTE AUTANT QUE LE POUVOIR D'ACHAT ÉTUDIANT

SAGITTAIRE • MOROSE, MITEUX, DÉCRÉPIT, VOUS ÊTES SOUS L'INFLUENCE D'ELISABETH BORNE

CAPRICORNE • IL EST TEMPS DE REFAIRE LA FAÇADE. PAS CELLE DE LA MAISON, LA VÔTRE

VERSEAU • ARGENT : CONNAISSEZ-VOUS LA VISUALISATION MÉDITATIVE ? VOUS FERMEZ LES YEUX, VOUS VOUS IMAGINEZ MILLIONNAIRE, ET HOP, VOUS ÊTES TOUJOURS PAUVRE !

POISSON • LAISSEZ TOMBER L'ASTROLOGIE, LA LUTTE DES CLASSES VOUS PERMET DE COMPRENDRE ET RÉGLER TOUS VOS PROBLÈMES

La rédaction du Poing remercie chaleureusement les dessinateurs et dessinatrices : **Rémi Mayné** (p. 7), **Ronce** (p. 10), **Fragon** (p. 34), **Bobika** (p. 36-39), **Azco** (p. 44 et 48) et **Jerc** (p. 45 et 46). Pour les photos, merci à **Rémi** (p. 9, 10 et 20). Un grand merci à **Manon** pour la correction. Merci aussi à tous les lieux qui nous diffusent à Montpellier : **Le Barricade** (5 rue Bonnie), les cinémas **Utopia** (5 rue du Dr Pezet), **Le Diagonal** (5 rue de Verdun), **La Mauvaise Réputation** (10 rue Terral), **Sauramps Comédie**, **La Base** (15 rue Chaptal), la brasserie **Le Dôme** (2 av. Georges Clémenceau), **Le Quartier Généreux** (2 quai des Tanneurs). Enfin, merci à toutes celles et ceux avec qui l'on discute lors des ventes à la criée.